

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CARREFOUR BANQUE**

Société anonyme au capital de 151 332 529,92 euros  
Siège social : ZAE Saint Guénault, 1 Rue Jean Mermoz - 91000 Evry-Courcouronnes  
313 811 515 RCS Evry  
(Exercice social du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2025)

**Comptes annuels et comptes consolidés approuvés**  
**par l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 29 mai 2026**

**A. — Comptes Sociaux****I. — Bilan au 31 décembre 2025**

(En milliers d'euros.)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Caisse, banques centrales		435 285	828 174
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur établissements de crédit	2_4	290 482	158 379
Operations avec la clientèle	3_4	926 178	1 120 934
Obligations & autres titres de revenu fixe	5	155 305	556 182
Actions & autres titres de revenu variable	5	4	4
Participation et autres titres détenus à long terme	5	763	548
Parts dans les entreprises liées	8	1 663	1 663
Crédit-bail et location avec option achat		-	-
Location simple		-	-
Immobilisations incorporelles	9	116 046	116 749
Immobilisations corporelles	9	910	977
Capital souscrit non verse		-	-
Actions propres		-	-
Autres actifs	10	44 261	67 560
Comptes de régularisation	10	102 059	122 530
<b>Total actif</b>		<b>2 072 955</b>	<b>2 973 699</b>

<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>2025</b>	<b>2024</b>
Banques centrales		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	2_4	41 800	388 645
Operations avec la clientèle	4	623 366	403 473
Dettes représentées par un titre	6_7	796 757	1 559 009
Autres passifs	11	41 943	48 523
Comptes de régularisation	11	83 111	71 057
Provisions	12	28 132	24 540
Dettes subordonnées		-	-
Fonds / risques bancaires généraux	13	-	3 735
Capitaux propres hors FRBG	14	457 845	474 717
Capital souscrit		151 333	151 333
Prime d'émission		207 110	207 110
Réserves		135 356	135 356
Ecart de réévaluation		-	-
Provisions règlementées	12	-	0
Report à nouveau		-19 082	33 460
Résultat de l'exercice		-16 872	-52 542
<b>Total passif</b>		<b>2 072 955</b>	<b>2 973 699</b>

<b>Hors-bilan</b>		<b>2025</b>	<b>2024</b>
Engagements donnés	15_16	2 599 330	3 089 753
Engagements de financement		2 057 335	1 977 868
Engagements sur instruments financiers a terme		536 500	692 500

Engagements de garantie		5 495	5 385
Engagements sur titres		0	414 000
Engagements reçus	15_16	3 096 615	4 664 115
Engagements de financement		1 000 000	1 575 000
Engagements sur instruments financiers à terme		1 871 500	2 789 000
Engagements de garantie		225 115	300 115
Engagements sur titres		-	-

## II. — Compte de résultat au 31 décembre 2025

(En milliers d'euros.)	Notes	2025	2024
Intérêts et produits assimilés	17	173 821	244 018
Intérêts et charges assimilées	17	-116 630	-180 749
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées			
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées			
Produits sur opérations de location simple			
Charges sur opérations de location simple			
Revenus des titres à revenu variable		51 849	49 817
Commissions (produits)	18	55 816	63 287
Commissions (charges)	18	-17 235	-16 244
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	22	-795	-6 935
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	22		
Autres produits d'exploitation bancaire	19	58 758	61 255
Autres charges d'exploitation bancaire	19	-13 368	-11 682
Produit net bancaire		192 215	202 767
Charges générales d'exploitation	20	-118 932	-122 943
Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-8 984	-8 005
Résultat brut d'exploitation		64 299	71 819
Coût du risque	21	-94 357	-118 308
Résultat d'exploitation		-30 058	-46 489
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	23	-1 972	-186
Résultat courant avant impôt		-32 031	-46 675
Résultat exceptionnel		11 632	-6 075
Impôt sur les bénéfices		-209	209
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		3 735	0
Résultat net		-16 872	-52 542

## III. — Notes annexes aux états financiers

Note 1. – Principes et méthodes comptables (comptes sociaux)

### A. – Faits marquants de l'exercice clos au 31/12/2025

#### 1. – Raisin :

Mise en place de la collecte de l'épargne hors France via la plateforme Raisin, permettant d'élargir la base de déposants de la Banque au-delà du marché domestique, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Irlande. Ce projet s'inscrit dans la diversification des sources de refinancement.

#### 2. – GEPP :

Mise en place d'un nouveau dispositif de réorganisation du réseau commercial (réduction des effectifs accompagnée d'une relocalisation des forces commerciales au sein des hypermarchés) et des fonctions siège (« GEPP » - Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels).

Une provision, nette des charges, a été comptabilisée dans les comptes pour un montant de 12,4 millions d'euros.

### **3. – Cessions de créances sur des dossiers en surendettement :**

Le 13 novembre 2025, Carrefour Banque a procédé à la vente de 7 073 créances en surendettement pour 35,4 millions d'euros qui étaient provisionnées à hauteur de 20,7 millions d'euros.

Le prix de cession s'élève à un montant de 13,1 millions d'euros.

### **4. – Assurance vie :**

En date du 14 avril 2025, Carrefour banque a procédé à la cession de la totalité de son fichier client et de son portefeuille de contrats d'assurance vie dépendant de son fonds de commerce.

Le prix de cession s'élève à un montant de 22,7 millions d'euros.

### **B. – Présentation des comptes annuels**

Les comptes annuels 2025 ont été élaborés et présentés conformément aux nouvelles dispositions réglementaires, en effet le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06) modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire constitue un changement de méthode comptable. Il a notamment supprimé la notion de transfert de charges. Ces modifications n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

Sauf mentions contraires, tous les montants en annexes sont exprimés en milliers d'euros.

### **C. – Crédits à la clientèle**

#### **1. – Encours sains**

Les crédits à la clientèle portés au bilan comprennent : le capital restant dû à la date d'arrêté, auquel s'ajoutent les intérêts, indemnités et primes d'assurances échus, ainsi que ceux qui sont courus et non échus à cette même date.

Les intérêts courus sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, il a été appliqué une segmentation plus fine des encours sains afin d'isoler dans des comptes dédiés les créances dégradées et les créances restructurées.

- Les créances dégradées sont des créances considérées comme saines en normes françaises mais pour lesquelles, il existe une détérioration du risque de crédit depuis l'origine.
- A noter qu'aucune contagion ne s'applique pour le passage d'une créance de « saine » à « dégradée » d'une même contrepartie.
- Les créances restructurées sont des créances qui font l'objet de mesures de renégociation, consistant en des concessions envers la clientèle qui éprouve ou est sur le point d'éprouver des difficultés à honorer ses engagements financiers.

Le règlement ANC 2014-07 (Art. 2221-5) demande aux établissements bancaires d'identifier les créances restructurées « du fait de la situation financière du débiteur » dans les systèmes d'information.

#### **2. – Encours douteux**

Les encours douteux sont des encours dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Chez Carrefour Banque sont considérées comme des encours douteux les catégories suivantes :

- Les encours contentieux ;
- Les encours en plan surendettement en impayé ou caduques ;
- Les encours en dépôt surendettement ;
- Les dépôts de surendettement en orientation perte et redressement personnel (PRP) ;
- Les dossiers jugés octroyés frauduleusement ;
- Les encours en impayé depuis plus de 90 jours consécutifs au moins (hors produits restructurés) - basé sur un compteur qui itère 90 jours consécutifs de retard de paiement ;
- Les encours en impayé depuis plus de 30 jours consécutifs au moins pour les produits restructurés (NPE) ;
- Les encours en dépassement de découvert autorisé (DMA) depuis 90 jours consécutifs au moins ;
- Application du principe de contagion (conformément à l'article 2221-7 du règlement ANC 2014-07).

Pour se conformer à la réglementation ANC (Art. 2221-8), Carrefour Banque distingue dans ses comptes sociaux les encours douteux non compromis et les encours douteux compromis.

- Les encours douteux non compromis sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes : existence d'un ou plusieurs impayés depuis au moins 90 jours et/ou des caractéristiques telles qu'indépendamment de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque

l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie se traduisant par un risque de non-recouvrement.

- Les encours douteux compromis (Art. 2221-8), il s'agit des encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquels un passage en perte à terme est envisagé. Cela permet de prendre en compte tous les dossiers présentant un risque de non-recouvrement, qu'ils soient actuellement en contentieux ou qu'ils aient déjà fait l'objet d'une procédure contentieuse.

#### Règles de passage à perte des encours :

En cas d'impossibilité de recouvrer en amiable ou par l'aide d'un titre exécutoire, soit par le fait du débiteur ou d'une décision de justice, nous procédons à un passage à perte de la créance. Les provisions constatées sont alors reprises en contrepartie de la perte enregistrée.

Conformément aux dispositions des articles 2111-1 à 2171-1 du Livre II – Titre 1, relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, Carrefour Banque étale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les commissions d'apporteurs d'affaires versées à l'occasion de l'octroi d'un crédit, sur la durée de vie effective de ce crédit.

### **3. – Dépréciation du risque de crédit**

Carrefour Banque a procédé à la comptabilisation des provisions pour risque de crédit, désormais évaluées à hauteur des pertes attendues à terminaison calculées sur la base des encours sains dégradés et restructurés et des encours en défaut également.

En cohérence avec les modalités d'estimation des pertes de crédit attendues, retenues depuis l'application de la norme IFRS dans les comptes consolidés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, Carrefour Banque a revu les modalités d'estimation des provisions pour risque de crédit dans ses comptes sociaux.

Le calcul du montant des pertes attendues s'appuie sur quatre paramètres principaux : la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut, le montant de l'exposition en cas de défaut et le taux d'actualisation. A l'exception de la perte en cas de défaut, les paramètres sont calibrés selon la segmentation des encours clients – celle-ci étant établie en fonction des produits distribués par chaque entité (prêts personnels, cartes de crédit / crédits renouvelables et crédits affectés) – sur la base des informations historiques et en prenant en compte des éléments de nature prospective (à travers le paramètre de Forward Looking appliqué aux stages 1 et 2). Les pertes de crédit attendues sont calculées sur un horizon de 12 mois pour les encours classés en catégorie 1 et à maturité pour les encours classés en catégories 2 et 3.

Carrefour Banque a comptabilisé les provisions pour créances dégradées et restructurées en tant que provisions en déduction de l'actif pour permettre une meilleure représentation de la valeur nette des créances et une meilleure harmonisation avec les comptes consolidés.

Dans la continuité des exercices précédents, les provisions pour créances douteuses sont elles aussi comptabilisées en déduction de l'actif.

Conformément aux dispositions des articles 2211-1 à 2251-13 du Livre II – Titre 2 du règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable du risque de crédit, Carrefour Banque procède à l'actualisation (aux conditions d'origine du crédit) des flux recouvrables dans le cadre du calcul des dépréciations pour créances douteuses.

En outre, Carrefour Banque applique les dispositions dudit règlement pour le calcul de la décote sur les crédits restructurés, par l'utilisation d'une référence au taux d'origine.

L'effet de l'actualisation des flux recouvrables pour le calcul des dépréciations et l'application du calcul de la décote impacte le produit net bancaire.

Enfin, les agios douteux et indemnités de retard comptabilisés en produit net bancaire et par ailleurs dépréciés via le coût du risque, sont neutralisés dans le produit net bancaire

### **D. – Titres de placement**

Conformément au règlement ANC n° 2014-07, relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, les titres de placement figurent au bilan à leur prix d'acquisition. Ils sont dépréciés le cas échéant pour tenir compte de leur valeur de marché à la date d'arrêt. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

### **E. – Immobilisations financières**

Les titres de participation figurent au bilan à leur prix de revient. Le cas échéant les titres sont dépréciés pour tenir compte de leur valeur d'utilité.

### **F. – Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations figurent au bilan pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie économique prévue du bien :

- licences et logiciels : entre 3 et 8 ans ;
- matériels informatiques : entre 3 ans et 5 ans ;
- agencements et installations : entre 5 et 8 ans ;
- autres immobilisations : entre 3 et 10 ans.

Le droit au bail n'est pas amorti, mais fait l'objet de tests de dépréciation une fois par an et en cas d'indices de perte de valeur.

#### ***G. – Instruments financiers à terme***

Afin de couvrir son exposition au risque de taux d'intérêt, Carrefour Banque anime un portefeuille de dérivés de taux d'intérêt. Ces dérivés sont traités par Carrefour Banque face à des contreparties bancaires de premier rang et composés principalement de swaps et d'options de taux vanilles (notamment « collars »). Du fait de son accès au marché des dérivés et afin de mutualiser les coûts correspondants, Carrefour Banque négocie également des couvertures de taux pour le compte des entités Servicios Financieros en Espagne et Fimaser en Belgique. Les deux entités SFC et Fimaser conservent cependant la gouvernance de leur gestion du risque de taux.

Les résultats dégagés sur les dérivés sont comptabilisés symétriquement aux résultats des éléments couverts. Certaines opérations de couverture peuvent générer de manière limitée et temporaire des positions ouvertes. Ces positions font l'objet à l'arrêté des comptes d'une évaluation. Les éventuelles pertes latentes donnent lieu à la constitution d'une provision. Les instruments utilisés au 31 décembre sont représentés en notes 15 et 16. Les engagements en valeur nominale font l'objet d'une inscription en hors bilan.

#### ***H. – Refinancement de l'activité***

L'accès à la liquidité a été maintenu en 2025, via des émissions de titres NEU CP et NEU MTN sur les marchés de capitaux. Parallèlement, le 25 avril 2025, Carrefour Banque a réalisé à hauteur de 300 M€ une nouvelle titrisation de crédits Revolving via son programme MCCP (Master Credit Cards PASS).

En complément de son compte sur livret proposé sur le marché Français, Carrefour Banque a également ouvert fin mai 2025 une relation avec la plateforme d'Épargne en ligne RAISIN.

Ce partenariat lui a permis de collecter les dépôts de particuliers dans trois pays, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Irlande. La collecte d'épargne en France et en Europe constitue un axe significatif de diversification.

Enfin, Carrefour Banque a maintenu en 2025 des ratios de liquidité internes et réglementaires élevés. A fin décembre 2025, dans un scénario de fermeture totale des marchés financiers, l'horizon de survie de la banque ressort à 20 mois, au-dessus de la cible minimale interne à 12 mois.

#### ***I. – Engagements de retraite***

Carrefour Banque verse une indemnité à ses salariés au moment de leur départ à la retraite, calculée sur l'ancienneté acquise à l'intérieur du Groupe Carrefour.

Cet engagement est calculé sur une base actuarielle prenant en compte les facteurs de rotation du personnel, de mortalité et de croissance des salaires et des charges ; il est comptabilisé en provision.

Les écarts actuariels sont donc comptabilisés en compte de résultat sur l'exercice constaté.

#### ***J. – Conversion des opérations libellées en devises***

Ces opérations suivent les règles édictées par les dispositions des articles 2711-1 à 2731-1 du Livre II – Titre 7 relatif aux opérations en devises.

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan exprimés en devises sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les produits et charges sont convertis en euros au cours du jour de l'opération.

Les gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

Il est à noter qu'il n'y a pas d'opération en devise chez Carrefour Banque.

#### ***K. – Impôt sur les bénéfices***

Carrefour Banque est la société tête de Groupe du périmètre d'intégration fiscale.

Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément.

L'économie ou la charge d'impôt complémentaire résultant de la différence entre l'impôt dû par la filiale intégrée et l'impôt résultant de la détermination du résultat d'ensemble est enregistrée par Carrefour Banque.

Le taux de l'impôt sur les sociétés est de 25 %. La contribution additionnelle sur les bénéfices est de 3,3 % de l'impôt au droit commun abatement fait de 763 000 euros. L'impôt dû est déterminé avant imputation des réductions et crédits d'impôt et des créances fiscales de toute nature.

#### **L. – Événement postérieur à la clôture**

Le conflit au Moyen-Orient qui sévit depuis fin février ouvre une période d'instabilité et d'incertitude dont les conséquences sont difficiles à évaluer. A la date d'établissement des comptes annuels, ces événements ne remettent pas sensiblement en cause les hypothèses retenues.

#### **N. – Proposition d'affectation du résultat**

La proposition d'affectation du résultat soumise à l'assemblée générale mixte est la suivante :

- le déficit net comptable de l'exercice social clos le 31 décembre 2025, soit -16.872.041,72 euros, imputée au poste « Report à Nouveau » dont le solde débiteur serait porté à hauteur de -35.953.908,64 euros.

### **Notes sur le bilan**

#### **Note 2. – Créances et dettes sur les établissements de crédit**

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Actif</b>		
Comptes ordinaires, comptes et prêts au jour le jour	290 482	35 244
Comptes et prêts à terme	0	123 135
Total	290 482	158 379
Dont créances rattachées	0	135
Dont opérations avec entreprises liées	-	-
<b>Passif</b>		
Comptes ordinaires, emprunts au jour le jour	41 800	19 875
Emprunts et comptes à terme	0	368 770
Total	41 800	388 645
Dont dettes rattachées	0	2 134
Dont opérations avec entreprises liées	-	-

#### **Note 3. – Crédits à la clientèle**

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Comptes ordinaires débiteurs	176 254	176 882
Autres crédits à court terme	281 222	336 418
Crédit à moyen terme	144 126	168 437
Crédit à long terme	465 237	564 637
Total des prêts bruts à la clientèle	1 066 840	1 246 374
Dépréciation	-140 662	-125 440
Total des prêts nets à la clientèle	926 178	1 120 934

<b>Crédits à la clientèle nets de provisions (En milliers d'euros.)</b>	<b>Principal</b>	<b>Créances rattachées</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Créances saines	883 820	6 898	890 718	1 069 866
Dont opérations avec entreprises liées	143 000	589	143 589	189 145
Dont créances dégradées et restructurées	98 663		98 663	110 576
Dépréciations	-31 620		-31 620	-30 340
Taux de couverture	32 %		32 %	27 %
Créances douteuses non compromises				

Valeur brute	109 584		109 584	114 424
Dépréciations	-57 109		-57 109	-50 500
Taux de couverture	52 %		52 %	44 %
Créances douteuses compromises				
Valeur brute	66 538		66 538	62 083
Dépréciations	-51 932		-51 932	-44 601
Taux de couverture	78 %		78 %	72 %
Valeur nette au bilan	919 280	6 898	926 178	1 120 934

## Note 4. – Echancier des créances et dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2025					
	A vue et non échéancé	Jusqu'à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Etablissements de crédit et institutions financières						
Actif	290 482	-	-	-	-	290 482
Passif	41 800	-	-	-	-	41 800
Autres concours à la clientèle	95 191	42 442	144 126	449 184	16 053	746 996
Prêts à la clientèle financière	48 589	95 000	-	-	-	143 589
Comptes ordinaires débiteurs	35 593	-	-	-	-	35 593
Total créances sur la clientèle (actif)	179 373	137 442	144 126	449 184	16 053	926 178
Total des opérations avec la clientèle (passif)*	623 366	-	-	-	-	623 366

\* Dont opérations avec entreprises liées

## Note 5. – Actions, obligations et autres titres

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Parts d'OPCVM de placement	0	0
Dépréciation parts d'OPCVM de placement	0	0
Actions et autres titres de placement non cotés	4	4
Actions et autres titres de placement cotés	-	-
Autres titres à long terme	763	548
Obligations *	155 305	556 182
Total	156 072	556 734

\* Obligations émises par le FCT Master Crédit Cards Pass souscrites par Carrefour Banque :

- dont obligations subordonnées : 83 500 milliers d'euros

- dont obligations parts cédantes : 71 790 milliers d'euros

- dont créances rattachées : 15 milliers d'euros

## Note 6. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Certificats de dépôt	0	187 000
Autres titres de créances négociables	283 291	458 307
Emprunts obligataire	513 466	913 702
Total	796 757	1 559 009
Dont dettes rattachées	14 757	16 609
Dont opérations réalisées avec les entreprises liées	-	-

## Note 7. – Echancier des dettes représentées par un titre



(En milliers d'euros.)	31/12/2025				
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ à 1 an	> 1 an ≤ à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Certificats de dépôt	-	-	-	-	-
Autres titres de créances négociables	21 291	232 000	30 000	-	283 291
Emprunts obligataire	13 466	-	500 000	-	513 466
Total	34 757	232 000	530 000	-	796 757

## Note 8. – Titres de participations et de filiales

(En milliers d'euros.)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur comptable brute	Dépréciations	Valeur comptable nette	Valeur comptable brute	Dépréciations	Valeur comptable nette
Filiales et titres de participation non cotés						
SERVICIOS FINANCIEROS CARREFOUR, E.F.C. S.A.	1 663	-	1 663	1 663	-	1 663
Total	1 663	-	1 663	1 663	-	1 663

SERVICIOS FINANCIEROS CARREFOUR, E.F.C. S.A. domiciliée Carreta N-I, km 14,500 28108 ALCOBENDAS au capital de 18 567 438 euros.

Participation de CARREFOUR BANQUE dans le capital 6,797 %

Chiffre d'affaires exercice 2025 : 298 899 milliers d'euros en diminution par rapport à 2024

Résultat après impôt 2025 : 25 876 milliers d'euros en augmentation par rapport à 2024 (-3 895 milliers d'euros)

Réserves, report à nouveau et prime d'émission avant affectation du résultat 2024 : 236 646 milliers d'euros.

Le FCT Master Crédit Cards Pass domicilié 41 rue Délizy 93500 PANTIN.

La participation de CARREFOUR BANQUE dans le capital pour 100,00 % (représentant 300 euros).

Les comptes du FCT Master Crédit Cards Pass sont consolidés par intégration globale dans les comptes du groupe CARREFOUR BANQUE

## Note 9. – Immobilisations corporelles et incorporelles

	31/12/2024	Augmentations	Transferts	Diminutions	Autres mouvements	31/12/2025
Immobilisations brutes						
Immobilisations incorporelles en cours	17 113	11 536	-16 299	0	-1 713	10 637
Immobilisations incorporelles	160 694	0	15 837	1 776	0	174 755
Immobilisations corporelles en cours	94	243	-71	0	-13	253
Immobilisations corporelles	16 326	133	534	6 697	0	10 296
Total immobilisations brutes	194 227	11 913	0	8 473	-1 726	195 941
Amortissements sur immobilisations incorporelles	61 058	8 519	0	231	0	69 346
Amortissements sur immobilisations corporelles	15 443	465	0	6 270	0	9 639
Total des immobilisations nettes	117 726	2 928	0	1 972	-1 726	116 956

## Note 10. – Autres actifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024
Actif		
Débiteurs divers groupe	27 667	32 636
Autres débiteurs divers	16 594	34 924
Total autres actifs	44 261	67 560
Valeurs à l'encaissement	47 839	53 486
Charges constatées d'avance	17 600	27 368
Produits à recevoir	36 620	41 675
Total comptes de régularisation	102 059	122 530

## Note 11. – Autres passifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024
Passif		
Créditeurs divers groupe	19 201	21 199
Impôts et taxes	1 697	1 716
Dettes sociales	11 508	13 050
Fournisseurs	4 248	5 721
Autres créditeurs divers	5 289	6 837
Total autres passifs	41 943	48 523
Charges à payer	68 107	56 275
Produits constatés d'avance	15 003	14 782
Valeurs à l'encaissement	-	-
Total comptes de régularisation	83 111	71 057

## Note 12. – Dépréciations et provisions

(En milliers d'euros.)	Solde au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Solde au 31/12/2025
Dépréciations des crédits à la clientèle*					
Dépréciations des encours sains dégradés et restructurés	30 280	3 376	2 134	-	31 522
Dépréciations des encours douteux non compromis et compromis	95 160	13 980	-	-	109 139
Total	125 440	17 356	2 134	0	140 662
Provisions					
Provisions pour retraites	7 674	749	1 166	-	7 257
Autres provisions**	16 866	16 671	12 662	1	20 875
Total	24 540	17 420	13 828	1	28 132
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-
Provision réserve spéciale de participation	-	-	-	-	-
Total	0	0	0	0	0

\*\* Dont la variation est principalement composée de :

D'une mise à jour de la dotation pour une provision pour restructuration de 12 110 milliers d'euros.

D'une reprise de provision pour litige avec des fournisseurs de 700 milliers d'euros.

D'une reprise de provision pour GPEC de 666 milliers d'euros d'une reprise de provision pour restructuration sur le siège de 5 669 milliers d'euros.

D'une reprise de provision sur le run off Banca de 186 milliers d'euros

## Note 13. – Fonds pour risques bancaires généraux

(En milliers d'euros.)	Solde au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2025
Provisions des fonds pour risques bancaires	3 735	-	3 735	0

## Note 14. – Capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros.)	Solde au 31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2025
Capital : 6 614 184 actions	151 333	-	-	151 333
Réserves et report à nouveau				
Prime d'émission	207 110	-	-	207 110
Bons de souscription d'actions	-	-	-	-
Réserves légales	10 135	-	-	10 135
Réserves statutaires	-	-	-	-
Autres réserves	125 221	-	-	125 221
Report à nouveau	33 460	-	52 542	-19 082

Total réserves et report à nouveau	375 927	-	-	323 385
Total capitaux propres hors FRBG	527 259	-	-	474 717

## Note 15. – Crédits confirmés, cautions, avals et autres engagements reçus ou donnés

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés	2 599 330	3 089 753
Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle	2 057 335	1 977 868
Engagements sur instruments de taux d'intérêt (Swaps)	536 500	692 500
Cautions, avals, autres garanties donnés d'ordre de la clientèle	5 495	5 385
- Dont garanties financières	5 495	5 385
Engagement sur titres	0	414 000
Engagements reçus	3 096 615	4 664 115
Engagements de financement reçus d'établissement de crédit	700 000	1 175 000
Engagements de financement reçus de la clientèle financière	300 000	400 000
Engagements sur instruments financiers à terme	1 871 500	2 789 000
Cautions, avals, autres garanties reçus d'établissement de crédit	225 115	300 115

La contribution annuelle de Carrefour Banque au Fonds de résolution unique (FRU) de l'Union européenne peut se faire, pour partie, sous forme d'un engagement de paiement irrévocable (EPI) garanti par un dépôt en espèces de même montant. Lorsque la résolution d'un établissement fait intervenir le fonds, ce dernier peut appeler tout ou partie des EPI reçus. L'engagement de paiement irrévocable est comptabilisé au hors bilan en tant qu'engagement donné au FRU. Ces engagements s'élèvent à 2.38 millions d'euros et restent inchangés au 31 décembre 2025 par rapport à 2024. Les espèces versées en garantie font l'objet d'une rémunération et sont comptabilisées à l'actif en tant que dépôts de garantie sur le FRU.

## Note 16. – Instruments financiers à terme

(En milliers d'euros.)	31/12/2025				31/12/2024			
	Micro-couverture	Position ouverte isolée	Total	Juste valeur	Micro-couverture	Position ouverte isolée	Total	Juste valeur
Opérations fermes de gré à gré								
Swaps de taux d'intérêt	1 035 000	613 000	1 648 000	2 564	1 826 500	685 000	2 511 500	-4 076
Swaps financiers de devises								
Caps	0	0	0	0	30 000	-	30 000	-46
Total	1 035 000	613 000	1 648 000	2 564	1 856 500	685 000	2 541 500	-4 122

Durée résiduelle	≤ 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Ventilation du nominal des contrats	160 000	875 000	0	1 035 000
Ventilation de la juste valeur	-326	2 889	0	2 564

## Notes sur le compte de résultat

## Note 17. – Intérêts et produits assimilés intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Sur opérations avec les établissements de crédit	70 738	68 681	124 246	107 533
Sur opérations avec la clientèle *	93 041	11 986	101 490	8 431
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	10 042	35 963	18 282	64 786
Total	173 821	116 630	244 018	180 749
* Parties liées (produits)	6 415		8 412	

## Note 18. – Commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Commissions sur opérations sur titres	5 327	0	9 168	-
Commissions sur moyens de paiement	50 489	17 235	54 119	16 244
Total	55 816	17 235	63 287	16 244

## Note 19. – Autres produits et charges d'exploitation bancaires

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Quote-part sur opérations d'exploitation faites en commun	5 555	13 228	5 341	11 645
Charges refacturées à des sociétés du groupe	494	-	-	-
Autres produits et charges d'exploitation bancaires*	52 709	141	55 914	37
Total	58 758	13 368	61 255	11 682
* Parties liées (produits)	51 067	-	53 347	-

## Note 20. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements	23 869	26 154
Charges sociales et fiscales	14 010	15 617
Intéressement et participation	1 620	2 503
Charges du personnel	39 499	44 274
Dont charges de retraites	2 456	2 653
Autres frais administratifs	79 433	78 669
Total charges générales d'exploitation	118 932	122 943

## Note 21. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Net dotations / reprises dépréciations	-20 586	-42 044
Charges sur créances clientèle couvertes principalement par des dépréciations	-73 771	-76 264
Total	-94 357	-118 308

## Note 22. – Gains ou pertes sur des opérations de portefeuille

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation				
- Sur instruments financiers	-	795	0	6 935
- Gain ou perte de change	-	-	-	-
Total	-	795	0	6 935
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement - assimilés				
- Dépréciation titres de placement	-	0	-	0
- Plus ou moins values sur cessions de placement	-	-	-	-
- Charges sur titres de placement	-	-	-	-

Total	-	0	-	0
-------	---	---	---	---

## Note 23. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Solde sur cessions actifs corporels, incorporels et financiers				
- Sur actifs immobilisés	0	1 972	117	304
Total	0	1 972	117	304

## Note 24. – Résultat exceptionnel

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Produits exceptionnels	27 421	6 679
Charges exceptionnelles	-15 788	-12 754
Total	11 632	-6 075

En 2025, le résultat exceptionnel net de -11 632 milliers d'euros s'explique essentiellement par :

- Le coût réel des dispositifs de restructuration (« FPEC », « RCC » et « GEPP ») pour -3 458 milliers d'euros
- Le coût actualisé du dispositif de réduction des effectifs du siège et du réseau (« GEPP ») pour -12 110 milliers d'euros
- Le produit net de charge suite à la cession du porte feuille d'assurance vie pour -19 832 milliers d'euros
- La reprise de provision suite à l'actualisation du dispositif de réduction des effectifs du siège et du réseau (« GEPP ») pour 6 114 milliers d'euros

## Autres informations

## Note 25. – Dirigeants

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Rémunérations allouées aux organes d'Administration et de Direction	2 206	2 092

## Note 26. – Effectifs

(En nombre)	31/12/2025	31/12/2024
Effectif moyen de l'exercice dont :	511	607
Employés	214	375
Cadres	297	232

## Note 27. – Identification des sociétés consolidantes

La société CARREFOUR BANQUE est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe CARREFOUR S.A. (détention 60,00 %) ayant son siège 93, Avenue de Paris - 91300 Massy et par mise en équivalence dans ceux de BNP PARIBAS SA ayant son siège 16, boulevard des Italiens - 75009 Paris, au travers de sa filiale BNP PARIBAS PERSONAL FINANCE S.A. (détention 40,00 %) ayant son siège 1 boulevard Haussmann - 75009 Paris.

## IV. — Affectation du résultat

L'assemblée générale, approuvant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter la perte nette comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2025, soit -16.872.041,72 euros, au poste « Report à Nouveau » dont le solde débiteur est ainsi porté à -35.953.908,64 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, l'assemblée générale prend acte de ce qu'il lui a été rappelé que les dividendes ainsi que les revenus éligibles et non éligibles à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du code général des impôts, distribués au titre des trois exercices précédents, ont été, par action, les suivants :

Exercice	Revenu distribué	Revenu éligible à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du CGI	Revenu non éligible à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du CGI
2022	2,27 €	2,27 €	/
2023	/	/	/
2024	/	/	/

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

## V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Carrefour Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.B « Présentation des comptes annuels » de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences du changement de méthode comptable induit par la première application du règlement ANC 2023-03.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### ***Evaluation des dépréciations des crédits à la clientèle***

#### **Risque identifié et principaux jugements**

Carrefour Banque est principalement exposé au risque de crédit. Ce risque résulte de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers et nécessite la constitution de dépréciations pour couvrir le risque de non-recouvrement des créances.

Comme mentionné à la note 1.C.3 de l'annexe aux comptes annuels, les provisions pour risque de crédit sont évaluées à hauteur des pertes attendues à terminaison calculées sur la base des encours sains dégradés et restructurés ainsi que des encours en défaut. Le calcul du montant des pertes attendues s'appuie sur quatre paramètres principaux : la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut, le montant de l'exposition en cas de défaut et le taux d'actualisation.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction notamment dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations, en particulier dans un contexte d'incertitudes persistantes marquées par des tensions géopolitiques et économiques.

Au 31 décembre 2025, le stock de dépréciations sur les créances envers la clientèle s'élève à 141 millions d'euros pour des encours bruts de 1 066 millions d'euros, tel que présenté dans la note 3 – Crédits à la clientèle de l'annexe aux comptes annuels. Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à 94 millions d'euros

Se référer à la note 1.C.3 des principes et méthodes comptables ainsi qu'aux notes 3 – Crédits à la clientèle et 21 – Coût du risque de l'annexe aux comptes annuels

#### **Notre approche d'audit**

Nous avons réalisé les travaux suivants :

- Revue du dispositif de contrôle interne entourant le processus d'octroi de financement ;
- Avec l'appui de nos experts en risque de crédit :
  - Revue méthodologique du modèle de provisionnement, y compris recalibrage des paramètres ;
  - Examen de la politique et du résultat des backtestings ;
  - Contre-calcul, sur l'exhaustivité des crédits à la clientèle, des dépréciations pour risque de crédit à partir d'un « challenger model ».
- Avec l'appui de nos experts informatiques, revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces, des contrôles applicatifs de déclassement automatique des encours douteux et fiabilisation de l'état des dépréciations ;
- Rapprochement comptabilité-gestion des encours et des dépréciations associées ;
- Rationalisation des évolutions du coût du risque
- Recalcul exhaustif des intérêts avec l'appui de nos équipes DATA ;
- Revue de l'information financière publiée dans l'annexe aux comptes annuels.

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous :

- La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### ***Rapport sur le gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4 du code de commerce

### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Carrefour Banque par l'Assemblée générale du 25 mai 2004 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 5 mai 2021 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 22<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 5<sup>ème</sup> année.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

### Les Commissaires aux comptes

Levallois-Perret, le 11 mai 2026  
Forvis Mazars S.A  
Alexandra Kritchmar  
Associée

Paris la Défense, le 11 mai 2026  
Deloitte & Associés  
Anne-Elisabeth Pannier  
Associée

## B. — Comptes consolidés

### I. — Etat de la situation financière au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2025

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	Normes IFRS 31/12/2025	Normes IFRS 31/12/2024
Caisse, banques centrales, CCP		435 285	828 174
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1	3 248	6 011
Instruments financiers dérivés de couverture	4.2	-149	143
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.3	21 540	22 409
Prêts et créances sur établissement de crédit et assimilés au coût amorti	4.5	439 124	353 905
Prêt et créances sur la clientèle au coût amorti	4.6	1 207 113	1 352 151
Titres au coût amorti		-0	414 014
Actifs d'impôts courants et différés	4.8	124	176
Comptes de régularisation et actifs divers	4.9	136 620	162 807
Immobilisations corporelles et incorporelles	4.1	117 020	118 336
Total actif		2 359 925	3 258 127

Passif	Notes	Normes IFRS 31/12/2025	Normes IFRS 31/12/2024
Caisse, banques centrales, CCP		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1	3 245	6 008
Instruments financiers dérivés de couverture	4.2	-844	5 152
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4.5	41 800	388 646
Dettes envers la clientèle	4.6	625 416	405 368
Dettes représentées par un titre	4.7	1 098 493	1 859 714
Passifs d'impôts courants et différés	4.8	0	-0
Comptes de régularisation et passifs divers	4.9	133 151	118 153
Provisions	4.11	32 520	27 554
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Capitaux propres, part du groupe :		426 143	447 531
Capital et réserves liées		358 443	358 443

Réserves consolidées		91 401	185 526
Résultat de l'exercice		-23 701	-96 438
Total passif et capitaux propres		2 359 925	3 258 127

## II. — Compte de Résultat consolidé au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2025

Compte de résultat	Notes	2025	2024
Intérêts et produits assimilés	5.1	257 932	331 539
Intérêts et charges assimilées	5.1	-146 763	-228 494
Revenus des titres à revenu variable		0	3 744
Commissions (produits)	5.2	55 350	62 679
Commissions (charges)	5.2	-18 401	-17 683
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5.3	282	-42
Autres produits d'exploitation bancaire	5.4	58 142	60 504
Autres charges d'exploitation bancaire	5.4	-29 998	-28 375
Produit net bancaire		176 544	183 871
Charges générales d'exploitation		-110 444	-110 609
Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	4.1	-10 053	-9 438
Résultat brut d'exploitation		56 046	63 824
Coût du risque	5.5	-100 196	-109 240
Résultat d'exploitation		-44 150	-45 416
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		19 483	117
Ecart d'acquisition		-	-
Résultat courant avant impôt		-24 667	-45 298
Impôt sur les bénéfices	5.6	967	-51 139
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Résultat net des activités poursuivies		-23 701	-96 438
Résultat net - part du groupe		-23 701	-96 438

## III. — Etat consolidé du résultat global au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2025

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Résultat net part du groupe	-23 701	-96 438
Participation ne donnant pas le contrôle	-	-
Ecart actuariels sur engagements de retraite	322	165
Ajustements de valeur sur dérivés de couverture de flux de trésorerie recyclable	3 060	-3 632
Ajustements de valeur sur dérivés de couverture de flux de trésorerie non recyclable	-1 070	-5 870
Autres éléments du résultat global	2 313	-9 337
Total du résultat global	-21 388	-105 775
Dont		
Quote-part des propriétaires de la société mère	-21 388	-105 775
Quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-

## IV. — Tableau de variation des capitaux propres du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2025

(En milliers d'euros.)	Capital et primes liées		Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
	Capital	Primes		Variation de juste valeur des instruments			
				Actifs financiers recyclables	Actifs financiers non recyclables	Instruments dérivés de couverture	Ecart actuariels
Capitaux propres IFRS au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 après affectation	101 347	207 110	179 639	55	25 843	-2 784	-7 890
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires							
Augmentation de capital	49 986						
Reclassement							
Distribution							
Effet des fusions							
Effet des acquisitions et cessions sur les intérêts minoritaires							
Sous-total	49 985.6		0	0			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							
Autres variations				-469	-5 870	-3 163	165
Sous-total			0	-469	-5 870	-3 163	165
Autres variations							
Résultat							
Autres variations							
Sous-total							
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2024	151 333	207 110	179 639	-414	19 973	-5 947	-7 725
Affectation du résultat de l'exercice 2024			-96 438				
Capitaux propres IFRS au 1 <sup>er</sup> janvier 2025 après affectation	151 333	207 110	83 201	-414	19 973	-5 947	-7 725
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires							
Augmentation de capital							
Reclassement							
Distribution							
Effet des fusions							
Effet des acquisitions et cessions sur les intérêts minoritaires							
Sous-total			0	0			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							
Autres variations				33	-1 070	3 027	322
Sous-total			0	33	-1 070	3 027	322
Autres variations							
Résultat							
Autres variations							
Sous-total							
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2025	151 333	207 110	83 201	-381	18 903	-2 920	-7 403

(En milliers d'euros.)	Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres IFRS au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 après affectation	-	503 321	-	503 321
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires				
Augmentation de capital		49 986		49 986
Reclassement				
Distribution				
Effet des fusions				
Effet des acquisitions et cessions sur les intérêts minoritaires				
Sous-total		49 986		49 986
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
Autres variations		-9 337		-9 337
Sous-total		-9 337		-9 337
Autres variations				
Résultat	-96 438	-96 438		-96 438
Autres variations				-
Sous-total	-96 438	-96 438		-96 438
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2024	-96 438	447 531	0	447 531
Affectation du résultat de l'exercice 2024	96 438			
Capitaux propres IFRS au 1 <sup>er</sup> janvier 2025 après affectation	-	447 531	-	447 531
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires				

Augmentation de capital				
Reclassement				-
Distribution		-		
Effet des fusions				
Effet des acquisitions et cessions sur les intérêts minoritaires				
Sous-total		-		-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
Autres variations		2 313		2 313
Sous-total		2 313		2 313
Autres variations				
Résultat	-23 701	-23 701		-23 701
Autres variations				-
Sous-total	-23 701	-23 701		-23 701
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2025	-23 701	426 143	0	426 143

### V. — Tableau des flux de trésorerie relatifs à l'exercice 2024 et 2025

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Résultat avant impôts	-24 667	-45 298
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et autres ajustements hors résultat	-61 011	-46 972
Dotations nettes aux amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	10 055	9 134
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
Dotations nettes aux provisions	30 325	47 021
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
Perte nette/gain net des activités d'investissement	-19 485	-3 558
Produits/charges des activités de financement	-	-
Autres mouvements	-81 907	-99 570
Augmentation/Diminution nette liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-80 817	584 225
Augmentation/Diminution nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	-248 694	821 536
Augmentation/Diminution nette liée aux opérations avec la clientèle	942 607	308 028
Augmentation/Diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	-774 584	-545 657
Impôts versés	-146	318
Augmentation/diminution nette de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle	-166 495	491 954
Augmentation/Diminution nette liée aux actifs financiers et aux participations	-215	3 899
Augmentation/Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	6 022	-11 008
Augmentation/diminution nette de la trésorerie liée aux opérations d'investissement	5 808	-7 109
Augmentation/Diminution de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	0	0
Augmentation/Diminution de trésorerie provenant des autres activités de financement	-	-
Augmentation/diminution nette de la trésorerie liée aux opérations de financement	0	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	0	49 986
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et assimilée	0	0
Augmentation/diminution nette de la trésorerie	-160 687	534 831
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	849 708	314 876
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	828 174	291 367
Comptes prêts à vue auprès des établissements de crédit	21 533	23 509
Comptes emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	689 020	849 708
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	435 285	828 174
Comptes prêts à vue auprès des établissements de crédit	253 735	21 533
Comptes emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-	-
Augmentation/diminution des soldes des comptes de trésorerie et assimilée	-160 688	534 831

### VI. — Notes annexes aux états financiers

## Faits marquants 2025

Lancement de l'activité de financement sur les hypermarchés CORA début 2025 (rachetés par Carrefour en 2024)  
Renouvellement de la titrisation MCCP (« Master Credit Cards Pass ») pour 300 millions d'euros  
Lancement de la collecte de dépôts hors France  
Carrefour Banque a procédé au lancement de la collecte de l'épargne hors France via la plateforme Raisin, permettant d'élargir la base de déposants de la Banque au-delà du marché domestique, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Irlande.  
Au 31 décembre 2025, l'encours d'épargne via Raisin atteignait 167 M€.

**Gestion plan de carrière**

Carrefour Banque a procédé au lancement d'un nouveau dispositif de réorganisation du réseau commercial (réduction des effectifs accompagnée d'une relocalisation des forces commerciales au sein des hypermarchés) et des fonctions siège (« GEPP » - Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels), entraînant une dotation de 12,1 M€ aux provisions de restructuration.

**Cession de créances des clients en surendettement**

Carrefour Banque a procédé à la vente de 7 073 créances en surendettement pour 34,5 millions d'euros.  
Le prix de cession s'élève à un montant de 13 millions d'euros.

**Cession du portefeuille de contrats d'assurance vie**

Suivant acte sous seing privé en date à Paris du 14 avril 2025, Carrefour Banque a cédé à la Société LUCYA la totalité de son fichier clients et de son portefeuille de contrats d'assurance vie dépendant de son fonds de commerce pour un montant net de charge de 19.832 K€. Le transfert programmé de la délégation de gestion à AXA Wealth Services est prévu en juin 2026.

## Note 1. – Evolution de l'activité depuis la fin de l'exercice en France

En France, l'activité a progressé en 2025 de 0,9 % (contre + 1,1 % en 2024), tirée principalement par le commerce extérieur au second semestre.

L'inflation globale avait amorcé un repli marqué tout au long de l'année 2024, tombant de 3,0 % au premier trimestre à 1,3 % au quatrième (donnée définitive). Cette tendance désinflationniste s'est confirmée en décembre 2025 avec un taux de 0,8 % sur un an. Ce recul est essentiellement porté par la décrue des prix de l'énergie et la normalisation des tarifs alimentaires.

Dans un contexte de stabilisation de l'inflation proche de sa cible, la Banque Centrale Européenne a poursuivi en 2025 le cycle de normalisation monétaire amorcé en juin 2024. Après plusieurs baisses successives au premier semestre pour soutenir une activité économique encore fragile, la BCE a opté pour un maintien de ses taux au second semestre, jugeant le niveau actuel approprié pour garantir un retour durable de l'inflation à 2 %. À fin 2025, les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt, s'établissent respectivement à 2,15 %, 2,40 % et 2,00 % (soit une baisse cumulée d'environ 100 points de base sur l'année 2025, après les 100 points de 2024).

Le groupe s'attache à identifier les risques spécifiques associés à cet environnement économique et géopolitique instable. Ces risques spécifiques sont résumés ci-après :

**Risque lié à l'activité :**

Le modèle de Carrefour Banque consiste à accompagner et à financer les clients particuliers. Le marché du travail a continué son léger fléchissement amorcé fin 2024. A fin 2025, le taux de chômage se stabilise autour de 7,7 % de la population active (en hausse de 0,3 point sur un an). Le dynamisme post-pandémie s'est essoufflé, laissant place à une phase de « normalisation ». Côté pouvoir d'achat, l'année a été marquée par une hausse du plus nette que prévu, estimée à environ 1,2 % (contre 0,7 % en 2024). Le nombre de dossiers de surendettement reste un point de vigilance. Après le bond de 2024 (+10,8 %), la tendance s'est stabilisée en 2025, mais à un niveau élevé (+9,8 %). Le volume de dossiers se rapproche désormais des niveaux de 2019, signe d'une fragilité persistante. Le taux d'épargne est resté à un niveau historiquement élevé aux alentours de 18 %, touchant même des records au cours du second trimestre en atteignant 18,9 %. Un signe de prudence des ménages face aux incertitudes géopolitiques et budgétaires.

**Risque de liquidité :**

L'année 2025 a été est marquée par :

- Renouvellement Titrisation MCCP en avril 2025 pour un montant de 300 M€ et une durée revolving de 3 ans (avril 2028) ;
- Le lancement de la collecte de liquidité via la plateforme RAISIN en Allemagne, aux Pays-Bas et en Irlande, développant le financement par l'épargne ;
- Le remboursement anticipé des "REPO" (Repurchase agreement) mis en place en 2024 pour 367 M€ ;
- Une rationalisation des titres de dettes Neu CP et Neu MTM.

La collecte d'épargne au bilan a été très dynamique en 2025. L'encours du Compte Sur Livret a augmenté d'environ 51 M€ pour s'établir aux alentours de 432 M€ à fin 2025. Plusieurs baisses de taux ont été effectuées mais une rémunération de base attractive a été maintenue à 2,00 %. Côté épargne via Raisin, l'encours atteignait 167 M€ au 31 décembre 2025.

Le risque de liquidité, mesuré par l'horizon de survie de la banque dans un scénario de fermeture totale des marchés financiers, ressort à 20 mois à fin décembre.

#### **Risque de taux :**

La détente des taux initiée par la BCE en 2024 s'est poursuivie en 2025 pour atteindre un taux terminal du dépôt au jour le jour à 2 %. L'Euribor 3 mois, qui sert de référence à notre coût de refinancement, est passé de 2,71 % à 2,03 % en 2025, en lien avec les baisses successives des taux directeurs décidées par la BCE.

Carrefour Banque conserve une gestion prudente de son risque de taux grâce à une politique d'adossement actif-passif sur l'ensemble de son bilan. Le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB) désigne le risque sur le capital et les résultats de la banque qui résulterait d'une évolution défavorable des taux d'intérêt affectant les positions du portefeuille bancaire. L'objectif de Carrefour Banque est d'atténuer au maximum ce risque. Le processus de contrôle du risque spécifique de taux s'inscrit dans le processus global de contrôle interne de Carrefour Banque, et mesure, à l'aide d'indicateurs de sensibilité, les impacts des chocs de taux défavorables (translation ou rotation de la courbe des taux par exemple) sur les résultats futurs. Des limites, fixées par le Conseil d'Administration, sont associées à ces indicateurs calculés mensuellement.

#### **Risque de crédit :**

Dans la continuité de l'année 2024, une attention particulière a été portée sur le contexte macro-économique et ses impacts sur la solvabilité de nos clients avec pour conséquence des dépôts de surendettement toujours orientés négativement. Ces éléments sont modélisés à travers un nouveau modèle de Forward Looking déployé durant l'année 2023, pour un montant de 12.4 M€ au 31 décembre 2025.

La tendance des prix d'achat sur les cessions en flux contentieux n'étant pas favorable, Carrefour Banque a décidé de modéliser ce risque à travers l'enregistrement d'une provision de 1 M€ dans les comptes pour couvrir une dégradation potentielle des prix de cession.

### Note 2

#### **A. — Normes comptables applicables**

La société CARREFOUR BANQUE (ci-après dénommée « la Société »), société anonyme au capital de 151.332.529,92 €, est un établissement de crédit et de courtage en assurance domicilié ZAE Saint Guénault, 1 rue Jean Mermoz - à Evry-Courcouronnes (91000). Les états consolidés de l'exercice 2025 comprennent la Société et ses filiales (ci-après dénommées ensemble le Groupe). Ils sont établis et présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la Société.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés de la Société au titre de l'exercice 2024 ont été établis avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 1<sup>er</sup> janvier 2024 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards), les interprétations de l'IFRS Interpretation Committee (International Financial Reporting Standards Interpretation Committee) et du SIC (Standing Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

[https://ec.europa.eu/commission/index\\_fr](https://ec.europa.eu/commission/index_fr)

### Note 3

#### **B. — Incidence des changements de méthodes comptables**

Au 31 décembre 2025, le Groupe n'a procédé à aucun changement de méthodes comptables.

## Note 4. – Résumé des principes comptables appliqués par le groupe

### 4.1. – Norme IFRS 9. – Instruments financiers

La norme IFRS 9 établit les principes de comptabilisation et d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers. La norme IFRS 9 a notamment introduit :

- une classification des instruments financiers, fondée sur le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments financiers (1<sup>er</sup> volet),
- un modèle de dépréciation des actifs financiers, fondé sur les pertes de crédit attendues, en remplacement du modèle jusqu'alors basé sur les pertes avérées (2<sup>ème</sup> volet), et
- un certain assouplissement des principes de comptabilité de couverture par rapport à la norme IAS39, hors opérations de macro-couverture (3<sup>ème</sup> volet).

#### Volet 1 : Classement et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers

La norme présente un modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers, basé sur les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie et sur le modèle économique de gestion de ces actifs.

Elle prévoit désormais trois catégories :

- les actifs financiers évalués au coût amorti ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ces nouveaux principes de classement et d'évaluation des actifs financiers n'ont pas eu d'incidence significative sur les principes de comptabilisation appliqués par le Groupe, dans la mesure où l'essentiel des actifs financiers, classés antérieurement dans la catégorie « Prêts et créances », restent comptabilisés au coût amorti, comme détaillé dans le tableau de passage qui résume l'effet de l'application de la norme sur le bilan d'ouverture des états financiers consolidés.
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les prêts et créances à la clientèle sont évalués au coût amorti dès lors qu'ils remplissent les critères établis par la norme IFRS9 en termes de classement et d'évaluation (coût amorti) ; les nouveaux critères définis par la norme étant remplis (caractéristiques SPPI des flux de trésorerie contractuels associés aux prêts et créances sur la clientèle et business model « held to collect »).

Les titres de participation doivent être évalués à leur juste valeur, quelle que soit l'option retenue. S'agissant d'instruments de capitaux propres, ils ne sont pas soumis aux règles de dépréciation énoncées au chapitre 5.5 de la norme IFRS 9 (volet 2 de la norme).

#### Volet 2 : Dépréciation des actifs financiers et provisionnement

Le modèle de dépréciation des encours clients a été adapté conformément aux dispositions de la norme IFRS 9 – Instruments financiers, suivant un processus en deux étapes :

- classification des encours en classes homogènes de risques, au sens de la probabilité de défaut ; puis
- modélisation des probabilités de pertes de crédit, sur un horizon de 12 mois ou à maturité (correspondant à l'échéance résiduelle de l'instrument financier) selon la classification retenue.

##### Classification des encours clients

Les encours clients sont répartis en trois catégories, en fonction de l'analyse des augmentations significatives du risque de crédit :

- catégorie 1 : encours sur des débiteurs dont le risque de crédit n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale ;
- catégorie 2 : encours sur des débiteurs dont la situation financière s'est fragilisée (augmentation significative du risque de crédit) depuis la comptabilisation initiale sans qu'une indication objective de dépréciation (défaut) ait encore été identifiée au niveau individuel ;
- catégorie 3 : encours sur des débiteurs avec un risque de défaut avéré.

Pour les encours clients évalués au coût amorti, la dépréciation est déterminée en application de la méthode générale prévue par IFRS 9 et correspondra :

- lors de la comptabilisation initiale de l'actif, aux pertes attendues sur les 12 prochains mois ;
- lorsque le risque de crédit se dégrade, aux pertes attendues en cas de défaut sur la vie totale de l'actif.

##### Augmentation significative du risque de crédit

Les principaux critères retenus pour déterminer s'il existe une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et s'il y a lieu de reclasser les actifs de la catégorie 1 à la catégorie 2 sont les suivants :

- critère d'arriéré (retard de paiement) : paiements en souffrance depuis plus de 30 jours (présomption énoncée par la norme IFRS 9 non réfutée) ;
- critère de renégociation : contrats renégociés avec un retard de paiement inférieur à 30 jours.

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée par contrat, avec application du principe de contagion à tous les encours du débiteur considéré.

#### Indication objective de perte de valeur (défaut)

Une indication objective de perte de valeur pour les encours remplissant l'un des critères suivants :

- critère d'arriéré (retard de paiement) : paiements en souffrance depuis plus de 90 jours (présomption énoncée par la norme IFRS 9 non réfutée) ;
- critère de renégociation : contrats renégociés (modification « non substantielle ») en raison de difficultés significatives du débiteur avec un retard de paiement supérieur à 30 jours ;
- critère de contentieux : contrats litigieux à la date de clôture ;
- critère de contagion : tous les contrats d'un même débiteur dont un des contrats répond à l'un des critères de défaut susmentionnés.

Les encours clients concernés sont classés dans la catégorie 3.

#### Nouvelle définition du défaut (Guidelines article 178 du règlement (UE) 575/2013)

Carrefour Banque a procédé à la mise en œuvre de la nouvelle définition du défaut

Ainsi les encours de catégorie 3 y sont maintenus 3 mois supplémentaires avant d'être reclassés en catégorie 2.

Les réaménagements des crédits sont classés en catégorie 3, pour une période probatoire de 12 mois avant d'être reclassés en catégorie 2 pendant minimum 24 mois. En cas d'impayé, ces dossiers sont de nouveau classés en catégorie 3 pour 12 mois.

#### Estimation des pertes de crédit attendues

Le calcul du montant des pertes attendues s'appuie sur quatre paramètres principaux : la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut, le montant de l'exposition en cas de défaut et le taux d'actualisation. A l'exception de la perte en cas de défaut, les paramètres sont calibrés selon la segmentation des encours clients – celle-ci étant établie en fonction des produits distribués par chaque entité (prêts personnels, cartes de crédit / crédits renouvelables et crédits affectés) – sur la base des informations historiques et en prenant en compte des éléments de nature prospective (à travers le paramètre de Forward Looking appliqué aux stages 1 et 2). Les pertes de crédit attendues sont calculées sur un horizon de 12 mois pour les encours classés en catégorie 1 et à maturité pour les encours classés en catégories 2 et 3.

Pour faire face au risque d'insolvabilité des emprunteurs un dispositif de contrôle de la qualité et de la solvabilité des débiteurs est mis en place :

- systèmes d'aide à la décision intégrant des outils de scoring, de budget et de références passées attestant de la qualité de la contrepartie ;
- interrogations, quand ils existent, des différents fichiers Banque de France ;
- gestion active des fonctions recouvrement et contentieux ;
- outils de suivi et de contrôle permanent du risque de crédit.

L'activité de crédit est suivie par le département Risque de crédit qui est en charge de l'ensemble de ces suivis et une synthèse des comités de gestion des risques fait l'objet d'une présentation systématique au Conseil d'administration.

### **Volet 3 : Comptabilité de couverture**

Le Groupe a choisi d'adopter le nouveau modèle général de comptabilité de couverture introduit par IFRS 9, en vertu duquel il doit s'assurer que les relations de couverture sont cohérentes avec ses objectifs et sa stratégie de gestion des risques et adopter une approche plus qualitative et prospective de l'appréciation de l'efficacité de ses couvertures.

#### **4.2. – Estimations comptables**

##### **4.2.1. – Dépréciations des créances clients**

Les dépréciations des créances client sont décrites dans le paragraphe note 4.1 IFRS9 volet 2 dépréciations

##### **4.2.2. – Dépréciations des IDA**

La recouvrabilité des impôts différés actifs est appréciée par entité fiscale, en prenant en compte les estimations de résultat fiscal futur dérivées du plan stratégique et les impôts différés passifs existant à la clôture. Les impôts différés actifs dont la recouvrabilité n'est pas considérée comme probable font l'objet d'une dépréciation. Les business plans fiscaux sont basés sur un horizon maximal retenu de 5 ans pour l'activation d'un actif net d'impôt différé.



#### 4.2.3. – Provision pour risques et charges

Les provisions pour risque au titre du risque opérationnel ont été appréciés au regard des événements de l'année 2025.

#### 4.3. – Principes de consolidation

##### 4.3.1. – Périmètre et méthode de consolidation

Les comptes consolidés du groupe CARREFOUR BANQUE regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, la Société n'exerçant pas de contrôle conjoint ou d'influence notable sur d'autres entreprises. Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle le Groupe obtient effectivement son contrôle.

Les entreprises sous contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle existe lorsque CARREFOUR BANQUE a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financière et opérationnelle de l'entité.

La détermination du pourcentage de contrôle prend en compte les droits de vote potentiels qui donnent accès à des droits de vote complémentaires, dès lors qu'ils sont immédiatement exerçables ou convertibles.

Au 31 décembre 2025, le périmètre de consolidation du groupe CARREFOUR BANQUE comprend :

- la société CARREFOUR BANQUE dont le siège social est domicilié ZAE Saint Guénault, 1 rue Jean Mermoz - à Evry-Courcouronnes (91000) et enregistrée avec le SIREN n° 313 811 515. La société CARREFOUR BANQUE représente la société mère au capital de 151.332.529,92 euros ;
- le fonds commun de titrisation (ci-après dénommé « FCT Revolving ») à compartiment dénommé « FCT MASTER CREDIT CARDS PASS - EuroTitrisation » est domicilié 41 rue Délizy à Pantin (93500) et enregistré au RCS de Bobigny n° 352 458 368 00045 ;

Le Groupe consolide les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires (entités « ad hoc »), et ce même en l'absence de lien en capital, dans la mesure où il exerce le pouvoir sur les activités pertinentes de ces structures et qu'il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur la structure pour influencer sur le montant de ces rendements.

- les activités de l'entité sont menées pour le compte exclusif du Groupe, de telle sorte que ce dernier en tire des avantages ;
- le Groupe dispose du pouvoir de décision et de gestion afin d'obtenir la majorité des avantages liés aux activités courantes de l'entité. Ce pouvoir se caractérise notamment par la capacité de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts ou de s'opposer formellement à leur modification ;
- le Groupe a la capacité d'obtenir la majorité des avantages de l'entité et par conséquent peut être exposé aux risques liés à l'activité de la dite entité. Les avantages peuvent prendre la forme d'un droit à recevoir tout ou partie du résultat, évalué sur une base annuelle, une quote-part d'actif net, à disposer d'un ou plusieurs actifs ou à bénéficier de la majorité des actifs résiduels en cas de liquidation ;
- le Groupe conserve la majorité des risques pris par l'entité afin d'en retirer un avantage ; tel peut être le cas si le Groupe reste exposé aux premières pertes du portefeuille d'actifs logé dans l'entité.

##### 4.3.2. – Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

##### Elimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où elles sont représentatives d'une perte de valeur. Les profits et pertes latents compris dans la valeur des actifs disponibles à la vente sont conservés au niveau du Groupe.

##### Conversion des comptes en devises étrangères

Pour toutes les sociétés du périmètre, la monnaie fonctionnelle est l'euro.

##### 4.3.3. – Regroupements d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisitions

##### Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

A chaque prise de contrôle d'une société ou d'un groupe de sociétés, le Groupe procède à l'identification et à l'évaluation à la juste valeur de l'ensemble des actifs et passifs acquis. La différence entre la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, et le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris, est comptabilisée en écart d'acquisition. Ce dernier, qui fait l'objet d'un suivi ultérieur au niveau de l'unité génératrice de trésorerie, est comptabilisé directement dans le bilan de l'entité acquise, dans la devise fonctionnelle de cette dernière.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010, le Groupe applique les principes suivants :

- les frais de transactions sont comptabilisés immédiatement en charges opérationnelles lorsqu'ils sont encourus ;
- lors de chaque regroupement, le Groupe analyse l'opportunité d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition « complet » ou « partiel » :
  - la méthode de l'écart d'acquisition complet consiste à évaluer les intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle à la juste valeur et à leur attribuer une partie de l'écart d'acquisition dégagé lors de l'acquisition ;
  - dans la méthode de l'écart d'acquisition partiel, les intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle restent évalués à hauteur de leur quote-part dans l'actif net de la société acquise, aucun écart d'acquisition ne leur est attribué ;
- tout ajustement de prix potentiel est estimé à sa juste valeur à la date d'acquisition et cette évaluation initiale ne peut être ajustée ultérieurement en contrepartie de l'écart d'acquisition qu'en cas de nouvelles informations liées à des faits et circonstances existant à la date d'acquisition et dans la mesure où cette évaluation intervient lors de la période intercalaire (12 mois). Tout ajustement de la dette financière comptabilisée au titre d'un complément de prix postérieur à la période intercalaire ou ne répondant pas à ces critères, est comptabilisé en contrepartie du résultat global du Groupe ;
- en cas d'acquisition par étape, la prise de contrôle déclenche la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue par le Groupe en contrepartie du résultat ; toute perte de contrôle donne lieu à la réévaluation de la participation résiduelle éventuelle à la juste valeur suivant les mêmes modalités ;
- l'écart d'acquisition négatif éventuellement dégagé lors de l'acquisition est immédiatement comptabilisé en produit ;
- toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction entre actionnaires et est comptabilisée selon IAS 27 amendée directement en capitaux propres.

En ce qui concerne les sociétés acquises en cours d'exercice et les augmentations de participation, seuls les résultats de la période postérieure à la date d'acquisition sont retenus dans le compte de résultat consolidé.

Compte tenu de son organisation et de l'interdépendance des flux de trésorerie générés par ses activités « banque », le Groupe CARREFOUR BANQUE est constitué d'une seule unité génératrice de trésorerie.

En effet, ses activités « banque » relèvent d'un pilotage unique (équipe de direction commune, forces de vente et encadrement commercial communs, commercialisation des produits d'assurance par les équipes de CARREFOUR BANQUE, tableaux de bord, comptabilité, contrôle de gestion, paie, ressources humaines et systèmes d'information communs).

#### Evaluation des écarts d'acquisitions

Les écarts d'acquisitions sont rattachés en totalité à l'unique unité génératrice de trésorerie que constitue le groupe CARREFOUR BANQUE.

### **4.4. – Actifs et passifs financiers**

#### **4.4.1. – Actifs financiers non dérivés**

En application d'IFRS 9 – Instruments financiers, les principaux actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- les actifs financiers évalués au coût amorti ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Le classement retenu conditionne le traitement comptable de ces actifs. Il est déterminé par le Groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie de ces actifs et de l'objectif suivant lequel ils ont été acquis (modèle économique de gestion).

Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le Groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif.

##### 4.4.1.1. – Actifs financiers évalués au coût amorti

Les actifs financiers évalués au coût amorti sont des instruments de dette : prêts et créances (encours clients) dont les flux de trésorerie contractuels sont uniquement constitués de paiements représentatifs du principal et des intérêts sur ce principal et dont le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels.

Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs font l'objet d'une dépréciation selon les modalités décrites ci-dessous :

Elles sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances. Des dépréciations sont ainsi constituées pour les créances clients présentant un risque de crédit avéré. La méthodologie appliquée aux encours clients est précisée en note 3.2.2 Dépréciation.

A noter que le montant brut « effacements à l'issue » est inscrit au bilan compensé par une provision représentant 100 % du montant brut total.

#### 4.4.1.2. – Actifs évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Il s'agit d'instruments de dette dont les flux de trésorerie contractuels sont uniquement constitués de paiements représentatifs du principal et des intérêts sur ce principal et dont le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument à la fois dans le but d'en collecter les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs. Ils sont évalués à la juste valeur.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au poste « variation de juste valeur des instruments de dette à la juste valeur recyclable » et au poste « variation de juste valeur des instruments de dette à la juste valeur non recyclable » jusqu'à la cession des actifs sous-jacents où elles sont transférées respectivement en résultat et en capitaux propres.

Cette catégorie comprend également les investissements dans des instruments de capitaux propres (actions, principalement) sur option irrévocable. Dans ce cas, lors de la cession des titres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres (autres éléments du résultat global) ne seront pas reclassés en résultat ; seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat.

Sont notamment classés dans cette catégorie les titres de participation non consolidés pour lesquels l'option de comptabilisation en « variation de juste valeur des instruments de dette à la juste valeur non recyclable » a été retenue.

La juste valeur correspond pour les titres cotés à un prix de marché. Pour les titres non cotés, elle est déterminée prioritairement par référence à des transactions récentes ou par des techniques de valorisation qui intègrent des données de marché fiables et observables. Cependant, en l'absence de données de marché observables sur des entreprises comparables, la juste valeur des titres non cotés est le plus souvent évaluée sur la base des projections de flux de trésorerie actualisés ou de l'actif net comptable réévalué, déterminés à partir de paramètres internes (niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur).

#### 4.4.1.3. – Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Sont classés dans cette catégorie tous les instruments de dette qui ne sont pas éligibles à un classement dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût amorti ou dans la catégorie des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ainsi que les investissements dans des instruments de capitaux propres de type action pour lesquels l'option de comptabilisation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global n'a pas été retenue.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat financier.

#### **4.4.2. – Passifs financiers non dérivés**

Les passifs financiers non dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur ajustée des frais de transaction et primés directement imputables à leur émission. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont évalués au coût amorti. Les principaux passifs financiers non dérivés sont les suivants :

- Dettes financières : le poste « Dettes financières » se compose des emprunts obligataires, des dettes représentées par un titre, compte sur livret, emprunts bancaires, autres titres de créances négociables, certificat de dépôt, dettes fournisseurs et autres créiteurs ;
- Autres passifs : les autres passifs, comprennent l'ensemble des autres dettes liées à l'exploitation (dettes sociales et fournisseurs d'immobilisations principalement) et les dettes diverses.

Les instruments financiers émis par le Groupe CARREFOUR BANQUE sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe. Les détenteurs de ces titres obtiennent du numéraire en contrepartie. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Les dettes émises représentées par un titre sont évaluées aux coûts amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **4.4.3. – Instruments financiers dérivés**

Le Groupe détient des instruments financiers dérivés afin de couvrir son exposition aux risques auxquels il est confronté dans le cadre de ses activités, principalement le risque de taux d'intérêt. Le groupe CARREFOUR BANQUE n'est par nature pas exposé au risque de change.

Les dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur. Les variations ultérieures de juste valeur sont comptabilisées selon les modalités décrites ci-dessous.

#### 4.4.3.1. – Instruments dérivés désignés comme instruments de couverture

La comptabilité de couverture est applicable si et seulement si les conditions suivantes sont réunies :

- les instruments de couverture et les éléments couverts constituant la relation de couverture sont éligibles à la comptabilité de couverture ;
- une relation de couverture est clairement identifiée, formalisée et documentée dès la date de mise en place de l'instrument et l'efficacité de la relation de couverture est démontrée (test qualitatif et prospectif) ;
- une désignation formelle et une documentation structurée de la relation de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de mise en place de la couverture sont formellement établis au démarrage de la relation de couverture.

Carrefour applique deux types de comptabilité de couverture : la couverture de flux de trésorerie et la couverture de juste valeur.

Le groupe CARREFOUR BANQUE commercialise deux grandes familles de crédits à la consommation et gère pour ce faire deux types de portefeuilles : les crédits associés à la carte PASS et l'ensemble des prêts personnels distribués auprès de la clientèle. Afin de protéger sa marge financière, Carrefour Banque a adopté une politique d'adossement actif-passif sur l'ensemble de son bilan. A ce titre, le groupe CARREFOUR BANQUE utilise des instruments dérivés afin de maintenir la sensibilité au risque de taux dans les limites validées par le Conseil d'Administration

##### — Couverture de flux de trésorerie

Lorsque l'instrument est qualifié d'instrument de couverture de flux futurs, les variations de juste valeur correspondant à la partie efficace sont comptabilisées en autres éléments du résultat global, et ce jusqu'au moment où la transaction couverte affecte le résultat du Groupe. Les variations correspondant à la partie inefficace sont comptabilisées en résultat financier. La réévaluation du dérivé est portée au bilan en valeur de marché en contrepartie des capitaux propres et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, le Groupe établit une documentation formalisée : désignation de l'instrument ou de la portion d'instrument ou de risque couvert, stratégie et nature du risque couvert, désignation de l'instrument de couverture, modalités d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture.

##### — Couverture de juste valeur

Lorsque l'instrument est qualifié d'instrument de couverture de juste valeur, les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat où elles compensent les variations de juste valeur du sous-jacent au titre du risque couvert pour la partie efficace.

Les swaps de variabilisation adossés à des obligations à taux fixe sont considérés comme des instruments de couverture de juste valeur. Les passifs financiers couverts par ces swaps sont ajustés de la juste valeur pour la partie couverte. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat et sont compensées par les variations symétriques de la juste valeur des swaps de taux pour la partie efficace. Au 31 décembre 2025, l'émission obligataires à taux fixe (soit 500 millions d'euros au total) a été variabilisée et fait donc l'objet d'une couverture de juste valeur.

La réévaluation du dérivé est inscrite au résultat symétriquement à l'élément couvert à hauteur du risque couvert et il n'apparaît en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture.

Les montants inscrits en capitaux propres pendant la durée de vie de la couverture sont transférés en résultat sous la rubrique « Produits et charges d'intérêts » au fur et à mesure que les éléments de résultat de l'instrument couvert affectent le résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement constatés en résultat.

#### 4.4.3.2. – Autres instruments dérivés

Les autres instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées en résultat. Sont concernés les dérivés détenus à des fins de transactions.

Les dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et Passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative. Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et Pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

Il convient de préciser que, dans un souci de mutualisation des besoins de couverture des entités homologues à la société CARREFOUR BANQUE, c'est-à-dire les services financiers espagnols et belges du groupe CARREFOUR (ci-après dénommés ensembles « les sociétés affiliées »), le groupe CARREFOUR BANQUE négocie les opérations de dérivés à la fois pour son compte propre et pour le compte des sociétés affiliées, et ce dans un but de mutualisation, d'organisation et d'accès au marché.

Dans ce cadre :

- le risque désigné comme étant couvert est le risque de taux d'intérêt associé à la composante de taux interbancaire inclus dans le taux des opérations commerciales de crédits à la clientèle ;
- les instruments de couverture sont principalement des swaps de taux simples ;
- l'efficacité des couvertures est assurée rétrospectivement par le fait que tous les dérivés doivent avoir à la date de leur mise en place pour effet de réduire le risque de taux d'intérêt du portefeuille de sous-jacents couverts. Rétrospectivement, ces couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leur sont spécifiquement associés sur chaque bande de maturité deviennent insuffisants.

Les dérivés sur actions propres désignent les actions de la société consolidante CARREFOUR BANQUE et de ses filiales consolidées par intégration globale.

La norme IAS 32 précise les situations dans lesquelles un instrument dérivé sur actions propres doit être comptabilisé comme un instrument de capitaux propres, comme une dette ou comme un instrument financier dérivé (avec comme conséquence, dans ce dernier cas, de devoir être évalué à la juste valeur, avec les changements de celles-ci enregistrés dans le compte de résultat).

Les principes retenus par la norme sont les suivants :

- a) Seuls les instruments dérivés sur actions propres qui se traduisent par l'échange d'une quantité fixe de trésorerie contre un nombre fixe d'actions propres peuvent être enregistrés directement en capitaux propres. Dans ce cas, ils ne sont pas réévalués.
- b) En cas de règlement sur une base nette, ou lorsque le mode de règlement peut être choisi par une des parties, l'instrument sera traité comme un instrument financier dérivé. Dans ce cas, les variations de valeur de cet instrument sont enregistrées en résultat.
- c) Enfin, dans le cas où l'instrument dérivé sur actions propres impose le rachat d'actions propres par l'émetteur en échange d'une quantité fixe de trésorerie, il y a apparition d'une dette égale au montant à rembourser.

#### **4.4.4. – Méthode de détermination de la juste valeur**

Les instruments financiers sont répartis en trois niveaux selon un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et des paramètres utilisés pour leur valorisation :

- niveau 1 – Instruments financiers faisant l'objet de prix de marché cotés : ce niveau regroupe les instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif, directement utilisables ;
- niveau 2 – Instruments financiers dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres observables : ce niveau regroupe les instruments financiers pour la valorisation desquels des références de prix doivent être recherchées sur des instruments similaires cotés sur un marché actif, ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions peuvent être observées, ou encore des instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- niveau 3 – Instruments financiers dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables : un instrument est classé en niveau 3 si une part significative de sa valorisation repose sur des paramètres non observables. Un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à cette date.

Le risque de contrepartie (CVA/DVA) qui consiste à enregistrer un ajustement de la valeur de modèle des instruments dérivés est calculé selon des données de marchés observables.

Le groupe CARREFOUR BANQUE ne procède pas au calcul de la détermination de la valeur de marché des instruments dérivés. Le groupe récupère auprès de ses contreparties cette valeur de marché.

#### **4.4.5. – Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers**

##### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Le groupe CARREFOUR BANQUE présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » la rémunération des instruments financiers à la juste valeur qui ne répondent pas à la définition d'un instrument dérivé. La variation de valeur calculée hors intérêts courus sur ces instruments financiers à la juste valeur par résultat est comptabilisée sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

##### Les dérivés de couverture

Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture de valeur de marché sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques. De même, les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture économique des opérations désignées en valeur de marché par résultat sont rattachés aux rubriques qui enregistrent les intérêts de ces opérations.

##### Actifs financiers au coût amorti

Les revenus et les charges relatifs aux instruments évalués au coût amorti et aux actifs à revenu fixe classés sont comptabilisés au compte de résultat avec la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

#### 4.4.6. – Coût du risque

Le coût du risque comprend au titre du risque de crédit les dotations et reprises de provisions pour dépréciation des titres à revenu fixe et des prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit. (cf. 4.1 volet 2 : Dépréciation)

#### 4.4.7. – Décomptabilisation d'actifs ou passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété de cet actif. Si l'ensemble de ces conditions n'est pas réuni, le Groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un passif financier lorsque tout ou partie de ce passif est éteint.

#### 4.4.8. – Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

#### 4.5. – Immobilisations

Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement :

- aux logiciels qui sont amortis sur des durées allant de 3 à 8 ans. A cet égard, les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet ;
- aux droits au bail qui ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an ;
- au fonds commercial qui fait l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

L'amortissement des actifs commence lorsqu'ils sont prêts à être utilisés et cesse lors de leur cession, de leur mise au rebut ou de leur reclassement en actifs destinés à être cédés, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont amorties linéairement, en identifiant le cas échéant les principaux composants, en fonction des durées d'utilité estimées suivantes :

Licences et logiciels	3 à 8 ans
Matériels informatiques	3 à 5 ans
Agencements et installations	5 à 8 ans
Autres immobilisations	3 à 10 ans

Compte tenu de la nature de ses immobilisations, le Groupe ne reconnaît pas de valeur résiduelle sur les immobilisations corporelles qu'il utilise.

Les modes d'amortissement et les durées d'utilité sont réexaminés à chaque clôture et sont, le cas échéant, révisés de manière prospective.

Lors de la conclusion de contrats de location longue durée portant notamment sur des actifs immobiliers, le Groupe procède à l'analyse des dispositions contractuelles pour déterminer s'il s'agit d'un contrat de location simple ou d'un contrat de location-financement, c'est-à-dire un contrat qui a pour effet de transférer substantiellement les risques et avantages inhérents à la propriété d'un bien au preneur.

Les biens mis à la disposition du Groupe au travers d'un contrat de location financement, sont comptabilisés de la façon suivante :

- les actifs sont immobilisés pour la juste valeur du bien loué ou si elle est inférieure pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location ; ces actifs sont amortis selon les mêmes durées que les immobilisations corporelles dont le Groupe est propriétaire ou sur la durée du contrat si elle est inférieure à la durée d'utilité du bien ;
- la dette correspondante est inscrite au passif du bilan ;

— les redevances payées au titre de la location sont ventilées entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés.

Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

### **Norme IFRS 16. – Contrats de location**

La norme IFRS 16 a remplacé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 la norme IAS 17 – Contrats de location et ses interprétations, établit les principes de comptabilisation des contrats de location et introduit des modifications importantes pour la comptabilisation des contrats par le preneur, en supprimant pour ces derniers la distinction entre contrats de location simple et contrats de location financement.

En application de la nouvelle norme, tous les contrats de location sont comptabilisés au bilan, par la constatation d'un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué, en contrepartie d'une dette locative correspondant à la valeur actualisée des loyers à payer sur la durée raisonnablement certaine de location. IFRS 16 affecte également la présentation de ces opérations au compte de résultat (comptabilisation d'une charge d'amortissements et d'une charge d'intérêts, en remplacement de la charge de loyers) et au tableau des flux de trésorerie (les paiements locatifs, représentatifs du paiement des intérêts et du remboursement de la dette, affecte les flux de financement).

Le Groupe applique les deux exemptions proposées par la norme concernant les biens de faible valeur ainsi que les contrats de courte durée (durée inférieure ou égale à 12 mois).

### **4.6. – Avantages au personnel**

Les salariés du Groupe bénéficient d'avantages à court terme (congrés payés, congés maladie, participation aux bénéfices), d'avantages à long terme (médaille du travail, prime d'ancienneté, compte épargne temps...) et d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations/prestations définies (indemnité de fin de carrière, prestations de retraite...).

### **Régimes à cotisations définies**

Les régimes à cotisations définies se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus (régime vieillesse de base de la Sécurité Sociale en France, régimes complémentaires de retraite, fonds de pension à cotisations définies).

Ces cotisations sont comptabilisées en charge quand elles sont dues.

### **Régimes à prestations définies**

Le groupe CARREFOUR BANQUE provisionne les différents avantages à prestations définies conditionnés par l'accumulation d'années de service au sein du Groupe.

Cet engagement est calculé annuellement selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte d'hypothèses actuarielles telles que l'augmentation des salaires, l'âge de départ, la mortalité, la rotation du personnel et le taux d'actualisation. Le taux d'actualisation est égal au taux d'intérêt, à la date de clôture, des obligations de première catégorie ayant une date d'échéance proche de celle des engagements du Groupe. Les calculs sont effectués par un actuaire qualifié. L'entrée en vigueur de la norme IAS 19 révisée au 1<sup>er</sup> janvier 2014 implique la disparition de la méthode dite du « corridor ». Le groupe a donc constaté dans les capitaux propres sans jamais affecter le résultat les écarts actuariels non amortis et tous les services passés non encore reconnus.

### **Paiements fondés sur des actions**

Compte tenu de leur impact négligeable, les paiements fondés sur des actions ne sont pas comptabilisés dans les Etats Financiers du groupe CARREFOUR BANQUE.

### **4.7. – Information sectorielle**

Compte tenu de son organisation et de son reporting interne, le groupe CARREFOUR BANQUE est constitué d'un seul segment opérationnel et la zone géographique concernée est la France.

#### **4.8. – Provisions de passifs**

##### **Autres provisions**

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions sont comptabilisées à la date de clôture, si le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, voire implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

#### **4.9. – Impôt courant et différé**

La charge d'impôt de l'exercice comprend l'impôt exigible et la charge d'impôt différé.

Un impôt différé est calculé, selon la méthode bilancielle, pour toutes les différences temporelles existantes entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs (sauf exceptions spécifiquement prévues par IAS 12). L'évaluation des impôts différés est faite en appliquant la méthode du report variable et repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs en utilisant le taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Un impôt différé actif est comptabilisé sur les différences temporelles déductibles et pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt dans la mesure où leur réalisation future paraît probable.

La charge comptabilisée en France au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est également classée en impôt sur le résultat dans la mesure où le Groupe considère qu'elle répond à la définition donnée par la norme IAS 12.

#### **IFRIC 23. – Incertitude relative aux traitements fiscaux**

L'application d'IFRIC 23 n'a pas conduit à des modifications dans les évaluations des incertitudes fiscales appliquées par le Groupe jusqu'à présent. En revanche, les risques fiscaux relatifs à l'impôt sur le résultat, précédemment classés dans la catégorie des provisions, sont désormais présentés séparément dans les dettes fiscales courantes ou non courantes en fonction de leur échéance – parts à moins d'un an et à plus d'un an (Conformément à la décision de l'IFRS IC de septembre 2020).

#### **4.10. – Tableau de flux de trésorerie**

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales, CCP ainsi que des soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent principalement les flux de trésorerie générés par les activités du groupe CARREFOUR BANQUE, les opérations avec les établissements de crédit, les opérations avec la clientèle et les opérations liées aux dettes représentées par un titre.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent principalement des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions d'actifs financiers, aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles ainsi qu'aux entrées et aux sorties de périmètre.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent principalement les encaissements et les décaissements provenant des opérations réalisées avec les actionnaires (distributions de dividendes en numéraire et augmentations de capital en numéraire). Les augmentations de capital correspondant à la rémunération d'opérations d'apports sont exclues du tableau des flux de trésorerie dès lors qu'elles ont la nature de flux non monétaires.

Note 5. – Notes relatives au bilan au 31 décembre 2024 et 31 décembre 2025

#### **5.1. – Actifs, Passifs et Instruments financiers dérivés en valeur de marché par résultat**

Les actifs enregistrés en juste valeur par résultat, d'un montant de 3.2 millions d'euros au titre de l'exercice 2025, correspondent à la juste valeur positive des swaps contractés par CARREFOUR BANQUE pour le compte de SFC et Fimaser, tandis que les passifs enregistrés à la juste valeur par résultat, d'un montant de 3.2 millions d'euros,



correspondent, quant à eux, à la juste valeur négative des swaps contractés par CARREFOUR BANQUE pour le compte de SFC et Fimaser.

CARREFOUR BANQUE accorde une ligne de crédit confirmée aux entités non consolidées Servicios Financieros Carrefour et Fimaser, et de ce fait, contracte des swaps sur le marché et les retourne auprès de ces entités.

(En milliers d'euros.)	31/12/2025			31/12/2024		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué à la juste valeur sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué à la juste valeur sur option	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	3 248	-	3 248	6 011	-	6 011
Instruments dérivés	3 248	-	3 248	6 011	-	6 011
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	3 248	-	3 248	6 011	-	6 011
Passifs financiers à la juste valeur par résultat						
Instruments financiers dérivés	3 245	-	3 245	6 008	-	6 008
Instruments dérivés	3 245	-	3 245	6 008	-	6 008
Autres instruments dérivés	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	3 245	-	3 245	6 008	-	6 008

## 5.2. – Actifs financiers dérivés à usage de couverture

Le tableau suivant présente les justes valeurs des instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture et de hors couvertures.

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Notionnels	Juste valeur	Notionnels	Juste valeur
Couvertures de flux de trésorerie	535 000	-5 597	926 500	-10 780
Instruments dérivés de taux d'intérêt Actif	55 000	-132	52 500	116
Instruments dérivés de taux d'intérêt Passif	480 000	-5 465	874 000	-10 780
Couvertures de juste valeur	500 000	6 368	900 000	5 689
Instruments dérivés de taux d'intérêt Actif	-	-	-	-
Instruments dérivés de taux d'intérêt Passif	500 000	6 368	900 000	5 689
Dérivés utilisés en couverture	1 035 000	771	1 826 500	-5 091
Dérivés utilisés hors couverture	456 500	0	492 500	0
Instruments dérivés actifs		3 244		6 007
Instruments dérivés passifs		-3 244		-6 007
Risque de contrepartie	1 491 500	-51	2 319 000	-9
Instrument dérivé passif CVA		-32		-34
Instrument dérivé actif DVA		-19		25

Les opérations sur instruments financiers dérivés contractés à des fins de couverture sont conclues de gré à gré.

## 5.3. – Actifs financiers à la juste valeur par OCI

(En milliers d'euros.)	31/12/2025			31/12/2024		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	21 540	-	21 540	22 409	-	22 409
Titres de Participation non consolidés	21 539	-	21 539	22 408	-	22 408
Autres actifs financiers	1	-	1	1	-	1
Total des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	21 540	-	21 540	22 409	-	22 409

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par OCI concernent les titres non consolidés de Servicios Financieros Carrefour (SFC).

#### 5.4. – Mesure de la valeur de marché des instruments financiers

La répartition par méthode de valorisation des instruments financiers comptabilisés en valeur de marché est présentée conformément aux prescriptions de la norme IFRS 7 hors CVA et DVA.

(En milliers d'euros.)	31/12/2025				31/12/2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers								
Instruments financiers à la juste valeur par résultat détenus à des fins de transaction	-	3 248	-	3 248	-	6 011	-	6 011
Instruments financiers dérivés de couverture	-	-151	-	-151	-	142	-	142
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	21 540	-	-	21 540	22 409	-	-	22 409
Passifs financiers								
Instruments financiers à la juste valeur par résultat détenus à des fins de transaction	-	3 245	-	3 245	-	6 008	-	6 008
Instruments financiers dérivés de couverture	-	5 497	-	5 497	-	10 814	-	10 814

#### 5.5. – Opérations interbancaires, créances et dettes sur établissements de crédit

##### Prêts consentis et créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes à vue	295 535	41 409
Prêts	143 589	312 496
Dépôt à terme	0	0
Total des prêts consentis et créances sur les établissements de crédit	439 124	353 905

##### Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes à vue	41 800	19 875
Emprunts	0	368 770
Total des dettes envers les établissements de crédit	41 800	388 646

#### 5.6. – Prêts, créances et dettes sur la clientèle

##### Tableau de variation des prêts et créances sur la clientèle IFRS 9

(En millions d'euros.)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation	Valeur nette comptable	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation	Valeur nette comptable
Prêts et Créances sur les établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Stage 1						
Stage 2						
Stage 3						
Prêts et Créances envers la clientèle	1 398 030	-190 917	1 207 113	1 518 142	-165 991	1 352 151
Stage 1	1 105 267	-38 649	1 066 618	1 223 599	-37 260	1 186 340
Stage 2	113 716	-36 726	76 989	119 616	-33 262	86 354
Stage 3	179 047	-115 541	63 506	174 927	-95 470	79 457
Titres de dette	0	0	0	0	0	0
Stage 1						
Stage 2						
Stage 3						
Total actifs financiers au coût amorti	1 398 030	-190 917	1 207 113	1 518 142	-165 991	1 352 151

**Tableau de variation des dépréciations des prêts et créances sur la clientèle IFRS 9**

<b>Valeur Brute (En millions d'euros.)</b>	<b>Exercice 2025</b>	<b>Exercice 2024</b>
Encours dépréciés (Stage 3) en début de période	174 927	129 093
Passage en stage 3	8 500	10 884
Retour en stage 1 et 2	68 702	84 103
Passage en pertes	-73 081	-49 581
Autres variations		
Encours dépréciés (Stage 3) en fin de période	179 048	174 499

<b>(En millions d'euros.)</b>	<b>Dépréciation sur encours stage 1</b>	<b>Dépréciation sur encours stage 2</b>	<b>Dépréciation sur encours stage 3</b>	<b>Total</b>
Au 31 décembre 2024	-37 260	-33 262	-95 470	-165 991
Dotations nettes aux dépréciations				
Actifs financiers acquis ou émis pendant la période	-5 082	-2 257	-6 118	-13 456
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période (1)	3 360	5 800	40 634	49 794
Transfert vers stage 2	719	-1 055	-12 769	-13 105
Transfert vers stage 3	1 512	5 917	-6 551	878
Transfert vers stage 1	-5 634	-11 870	-31 802	-49 306
Evolution des critères d'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit				
Autres dotations / reprises sans changement de strate (2)	3 735		-3 465	270
Utilisation de dépréciations				
Variation des parités monétaires				
Variation de périmètre et divers				
Au 31 décembre 2025	-38 649	-36 726	-115 541	-190 917

(1) Y compris cessions

(2) Y compris amortissements

**Dettes envers la clientèle**

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Comptes ordinaires créditeurs	15 723	14 374
Comptes à terme et assimilés	-	0
Autres comptes créditeurs	2 029	2 576
Comptes d'épargne à régime spécial*	607 664	388 418
Total des dettes envers la clientèle	625 416	405 368

\* Dont 166,7 M€ de dépôts collectés via la plateforme Raisin

**5.7. – Dettes représentées par un titre**

<b>(En milliers d'euros.)</b>	<b>31/12/2025</b>	<b>31/12/2024</b>
Certificats de dépôt	0	187 000
Autres titres de créances négociables	280 447	457 562
Emprunt obligataire	818 046	1 215 153
Total des dettes représentées par un titre	1 098 493	1 859 714

**5.8. – Impôts courants et différés**

La charge d'impôt de l'exercice comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé. Elle intègre le montant comptabilisé en France au titre de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), dans la mesure où le Groupe considère que cette dernière répond à la définition d'un impôt sur le résultat donnée par la norme IAS 12 – Impôts sur le résultat.

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Impôts courants	125	188
Impôts différés	-1	-12
Actifs d'impôts courants et différés	124	176
Impôts courants	0	0
Impôts différés	0	0
Passifs d'impôts courants et différés	0	0

#### Variation des impôts différés au cours de la période

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Impôts différés nets en début de période	-12	50 052
Produits d'impôts différés (note 5.6)	1 176	-51 348
Variations des impôts différés liées à la réévaluation et à la reprise en résultat des éléments de réévaluation des actifs financiers	0	0
Variations des impôts différés liées à la réévaluation et à la reprise en résultat des éléments de réévaluation des instruments dérivés de couverture	-1 054	1 102
Variation des parités monétaires et divers	-111	182
Impôts différés nets en fin de période	-1	-12

Compte tenu des perspectives de récupération, les impôts différés actifs sur différences temporaires et déficits reportables demeurent intégralement dépréciés au 31 décembre 2025.

#### Ventilation des impôts différés nets par origine

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Réserve latente de location-financement	-	-
Provisions pour engagements sociaux	5 030	5 138
Provisions pour risque de crédit	23 256	20 706
Autres éléments	-99 794	-92 612
Déficits fiscaux reportables	71 508	66 756
Impôts différés nets	0	-12
Dont		
Impôts différés actifs	0	-12
Impôts différés passifs	0	0

#### 5.9. – Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Valeurs à l'encaissement	50 809	53 984
Charges constatées d'avance	13 728	22 154
Produits à recevoir	28 012	37 042
Autres comptes de régularisation	2 873	1 279
Débiteurs divers groupe	22 942	22 294
Autres débiteurs divers	18 257	26 055
Total des comptes de régularisation et actifs divers	136 620	162 807
Charges à payer	22 120	15 785
Produits constatés d'avance	15 003	14 782
Valeurs à l'encaissement	6 715	6 882
Créditeurs divers groupe	17 716	19 599
Impôts et taxes	895	870
Dettes sociales	14 547	15 888
Fournisseurs	36 315	30 324
Autres créditeurs divers	19 839	14 023

Total des comptes de régularisation et passifs divers	133 150	118 153
---	---------	---------

### 5.10. – Immobilisations d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immeubles de placement	-	-	-	-	-	-
Terrains et constructions	-	-	-	-	-	-
Equipement, Mobilier, Installations	10 659	9 749	910	16 531	15 554	977
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	1 064	1 000	64	7 292	6 682	610
Immobilisations corporelles	11 723	10 749	974	23 823	22 236	1 587
Logiciels informatiques acquis et produits par l'entreprise	126 616	79 441	47 175	118 049	71 153	46 896
Autres immobilisations incorporelles	68 871	-	68 871	69 853	-	69 853
Immobilisations incorporelles	195 487	79 441	116 046	187 902	71 153	116 749

### Immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent en particulier les droits au bail et la relation clientèle.

Pour la réalisation des tests de dépréciation, le droit au bail est valorisé comme la somme des différences entre le loyer au prix du marché et le loyer payé sur la durée résiduelle du bail actualisé au taux de rendement du marché.

Au 31 décembre 2025, les tests de dépréciations portant sur ces actifs pris individuellement, effectués selon les modalités définies au paragraphe 4.5 relatif aux immobilisations, n'ont pas donné lieu à dépréciation. (cf. note 4.5 : Norme IFRS 16)

### Amortissements et provisions

Le montant net des dotations et reprises d'amortissements des immobilisations corporelles au cours de l'exercice 2025 correspond à 10.7 millions d'euros contre 22.2 millions d'euros au titre de l'exercice 2024, et le montant net des dotations et reprises d'amortissement des immobilisations incorporelles correspond à 79.4 millions d'euros en 2025 (contre 71.2 millions d'euros en 2024).

Les paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats non résiliables correspondent aux paiements que le preneur est tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

### 5.11. – Provisions

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	Dotation	Reprise	Autres mouvements	31/12/2025
Avantage au personnel	7 674	1 546	-368	-1 595	7 257
Provision restructuration	7 740	12 110	-3 350	-4 053	12 447
Provision risque sociaux	1 904	542	-682	-	1 763
Provision risque légaux	-	-	-	-	-
Provision IFRS 9 Hors Bilan	5 703	1 223	-	-	6 926
Autres provisions	4 534	1 495	-1 484	-418	4 127
Total des provisions	27 554	16 916	-5 884	-6 066	32 520

Le poste « Provisions » s'élève à 32.520 K€ en 2025 (vs. 27.554 K€ en 2024), reflétant une hausse de 18.02 %. Cette hausse s'explique essentiellement par une dotation complémentaire pour restructuration suite à la mise en place du nouveau plan de Gestion des emplois et des parcours professionnels.

Note 6. – Notes relatives au compte de résultat au 31 décembre 2024 et 31 décembre 2025

### 6.1. – Produits et charges d'intérêts

(En milliers d'euros.)	2025			2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	154 100	11 986	142 113	150 805	8 431	142 374
Comptes et prêts / emprunts	154 100	11 986	142 113	150 805	8 431	142 374
Opérations interbancaires	19 411	4 967	14 444	48 412	13 068	35 343
Comptes et prêts / emprunts	19 411	4 967	14 444	48 412	13 068	35 343
Opérations de pensions	-	-	-	-	-	-
Emprunts émis par le groupe	2 192	1 709	483	2 950	1 830	1 120
Instruments de couverture de résultats futurs	82 230	128 090	-45 860	129 373	205 145	-75 772
Autres intérêts et produits/charges assimilés	-	11	-11	-	21	-21
Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés	257 933	146 763	111 169	331 539	228 494	103 045

## 6.2. – Produits et charges de commissions

Les produits et charges de commissions liés pour les premiers aux actifs financiers et pour les seconds aux passifs financiers qui ne sont pas évalués à la valeur de marché par résultat se sont élevés respectivement à 55.3 millions et 18.4 millions d'euros pour l'exercice 2025 contre un produit de 62.7 millions et 17.7 millions d'euros pour l'exercice 2024.

## 6.3. – Gains ou pertes sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat

Les gains ou pertes nets sur instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat recouvrent les éléments de résultat afférents aux instruments financiers gérés au sein d'un portefeuille de transaction et aux instruments financiers que le Groupe a désignés comme évaluables en valeur de marché par résultat, y compris les dividendes, et à l'exception des revenus et charges d'intérêts présentés dans les « produits et charges d'intérêts » (note 5.1).

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Portefeuille de transaction	84	163
Instrument de dette	-	-
Autres instruments financiers dérivés	84	163
Variation Juste valeur - partie inefficace	-	-
Couverture de juste valeur	197	-269
Pertes sur les éléments de couvertures	-	-
Gains sur les instruments couverts	197	-269
Couverture de flux de trésorerie	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-
Résultat risque de contrepartie sur instruments dérivés	2	70
Réévaluation des positions de change	-	-7
Total	283	-43

## 6.4. – Produits et charges des activités bancaires

(En milliers d'euros.)	2025			2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Quote-part sur opérations d'exploitation faites en commun	51 227	13 137	38 090	53 999	11 569	42 430
Charges refacturées à des sociétés du groupe	5 555	-	5 555	5 341	-	5 341
Autres produits et charges d'exploitation bancaires	1 360	16 861	-15 501	1 164	16 806	-15 642
Produits nets de l'activité d'assurance	-	-	-	-	-	-
Total des autres produits et charges d'exploitation bancaire	58 142	29 998	28 144	60 504	28 375	32 129

## 6.5. – Coût du risque

Le coût du risque s'élève à 100 196 K€ en 2025 (vs. 109 240 K€ en 2024), en diminution de 8,3 %.

Cette diminution fait suite à l'augmentation forte de l'année précédente mais néanmoins incluant toujours un effet mise à jour paramètres important suite à la production de moins bonne qualité en 2022/23.

Des actions fortes, entreprises dès fin 2023, ont permis une atténuation du risque de crédit significative sur la nouvelle production ; les principales sont les suivantes :

- L'implémentation de nouveaux outils anti-fraude performants afin de lutter efficacement contre des tentatives de demandes de crédit frauduleuses croissantes ;
- Une refonte des modèles de score permettant une décision à l'octroi plus pertinente

Dans la continuité de l'année 2024 une attention particulière a été portée sur le contexte macro-économique et ses impacts sur la solvabilité de nos clients avec pour ambition un recentrage principalement sur la clientèle connue de la banque ou fidèle à l'enseigne retail.

Ces éléments macro-économiques sont modélisés au travers d'un modèle de Forward Looking déployé durant l'année 2023 pour un montant de 12.4 M€ au 31 décembre 2025.

La tendance des prix d'achat sur les cessions en flux contentieux n'étant pas favorable, Carrefour Banque a décidé de modéliser ce risque à travers l'enregistrement d'une provision de 1 M€ dans les comptes pour couvrir une dégradation potentielle des prix de cession.

Une cession de stock Surendettement a eu lieu en fin d'année 2025 sur un portefeuille de 7073 dossiers pour une valeur faciale de 35,4 M€ dont 6,9 M€ d'effacement à l'issue.

### Coût du risque de la période

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Dotations/Reprises nettes aux dépréciations	-26 149	-46 970
Charges sur créances clientèle couvertes principalement par des dépréciations	-74 048	-62 271
Total du coût du risque de la période	-100 196	-109 240

### Coût du risque de la période par nature d'actifs

(En milliers d'euros.)	2025	2025
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-100 196	-109 240
Autres actifs	-	-
Total du coût du risque de la période	-100 196	-109 240

### Dépréciations constituées au titre du risque de crédit

#### Variation au cours de la période des dépréciations constituées

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Total des dépréciations constituées en début de période	171 694	124 724
Dotations/Reprises nettes aux dépréciations	26 149	46 970
Autres mouvements liés aux entrées de périmètre	-	-
Impact brut IFRS 9 Dépréciation d'Actifs	-	-
Impact brut IFRS 9 Dépréciation Hors Bilan	-	-
Total des dépréciations constituées en fin de période	197 843	171 694

#### Dépréciations constituées par nature d'actifs

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Dépréciations des actifs		
Prêts et créances sur la clientèle	197 843	171 694
Autres actifs	-	-
Total des dépréciations et provisions constituées	197 843	171 694

### 6.6. – Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)		2025	2024
Impôt sur les bénéfices		209	-209
Impôts différés		-1 175	51 348
Total		-967	51 139

  

(En milliers d'euros.)		2025	2024
Résultat courant avant impôt		-24 667	-45 298
Taux normatif		25.83 %	25.83 %
Surtaxes		4.70 %	4.70 %
Impôt théorique		-6 372	-11 701
Eléments imposés à taux réduit			
Net des réintégrations/déductions*		5 405	62 840
Taxes assimilées à l'impôt		0	0
Autres		0	0
Charge d'impôt sur les bénéfices		-967	51 139
Dont			
Charge d'impôt courant de l'exercice		209	-209
Produit d'impôt différé de l'exercice		-1 175	51 348

## Note 7. – Exposition aux risques et ratios réglementaires

**7.1. – Présentation synthétique des risques**

Le groupe CARREFOUR BANQUE exerce une activité spécialisée de crédits à la consommation destinés aux particuliers. Le groupe distribue deux grandes familles de crédits à la consommation : les crédits associés à la carte PASS Mastercard et l'ensemble des prêts personnels (véhicules neufs ou d'occasion, moto, travaux, trésorerie, consolidation de dettes interne, externes, crédits affectés ...).

Les principaux risques identifiés par CARREFOUR BANQUE sont les suivants :

- Risque de stratégie : Le risque de stratégie couvre l'impact négatif de ne pas être dans la capacité de réaliser ses objectifs stratégiques. De plus, le Conseil d'Administration, dans sa fonction de supervision de la Direction, assure le suivi régulier de la réalisation des objectifs stratégiques ;
- Risque de liquidité : Le risque de liquidité est le risque pour l'entreprise de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché dans un délai déterminé et à un coût raisonnable ;
- Risque de crédit : Le risque de crédit au sein de Carrefour Banque est le risque qu'un de ses débiteurs ne remplisse pas ses obligations contractuelles. L'insolvabilité des emprunteurs auxquels la société a consenti des fonds est l'un des principaux risques affectant l'activité ; Le risque de crédit peut être scindé en 2 risques sous-jacents.
- Le Risque à l'Octroi : qui est le risque relatif à la mauvaise prise de décision lors de l'analyse du dossier client ou à des règles défaillantes d'octroi. Le risque de provisionnement qui est le risque de mauvaise adéquation, à la baisse ou à la hausse, de la provision nécessaire à la couverture d'un dossier client en future situation d'impayé.
- Risque de marché : Le risque de marché est le risque de pertes liées à des variations des cours du marché, y compris des cours du marché des changes. Ce risque (yc. La notion de Credit Value Adjustment -CVA) peut porter sur le cours des actions, les taux de change, les produits dérivés et autres produits financiers. ;
- Risque de taux : Le risque de taux susceptible d'affecter Carrefour Banque serait une augmentation plus rapide des taux de ses dettes par rapport aux taux de financement des dossiers clients. En effet, l'évolution défavorable des taux d'intérêt serait susceptible d'affecter la rentabilité de Carrefour Banque et, en conséquence, sa capacité de remboursement de ses dettes ;
- Risque opérationnel : le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs, y compris le risque juridique. Le risque opérationnel inclut notamment les risques liés à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact, les risques de fraude interne et externe ;
- Risque juridique : Le risque juridique susceptible d'impacter Carrefour Banque se définit principalement comme le risque lié à l'activité commerciale de Carrefour Banque et les enjeux liés tels que :
  - les pratiques commerciales
  - la formation et l'exécution des contrats clients
  - le respect de la réglementation spécifique applicable à l'activité de Carrefour Banque
  - la formation et l'exécution des contrats avec ses relations d'affaires



- tout constat de non respect de ses obligations par une autorité à laquelle Carrefour banque est assujettie dès lors qu'il existe un risque de pertes financières ou engendre une augmentation non désirée des engagements de Carrefour Banque ou d'un risque réputationnel ;
- **Risque de non-conformité** : il s'agit du risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou européennes directement applicables, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions des dirigeants effectifs prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance ;
- **Risques de solvabilité** : La solvabilité témoigne de la capacité de Carrefour Banque à pouvoir assurer l'avenir à relativement long terme sans se trouver en défaut de paiement. Le risque sous-jacent pour nos clients : si ceux-ci n'encourent aucun risque financier en cas de faillite de Carrefour Banque, il n'en est pas de même en matière d'épargne bilancielle ;
- **Risque de contrepartie** : Le risque de contrepartie est le risque encouru si le refinancement et/ou les opérations de dérivés sont concentrées sur un panel de contreparties très limité ;
- **Risque de concentration** : Le risque découlant de sa concentration sur une seule contrepartie, un secteur ou un pays. Ce risque provient du constat que des portefeuilles plus concentrés sont moins diversifiés : les rendements des actifs sous-jacents sont alors davantage corrélés. ;
- **Risque de non continuité d'activité** : Le risque de non continuité d'activité est le risque encouru si les prestataires sont défaillants sans dispositif de back up ou PCA (Plan de Continuité d'Activité), si les outils ne sont pas disponibles et non couverts par des PCA / PRA (Plan de Reprise d'Activité) réguliers, si les équipes ne sont pas disponibles et non couverts par des dispositifs de back up ou d'externalisation des opérations clé, si les locaux ne sont pas accessibles et ne sont pas couverts par un ou plusieurs sites de repli ;
- **Risque lié aux systèmes d'information** : Ce risque concerne tous les aspects relatifs aux systèmes informatiques, à leur continuité ainsi qu'à leur sécurité (protection des informations, procédures de gestion de crise, stabilité de l'infrastructure ...) ;
- **Risque lié à la sécurité des systèmes d'information** : Ce risque est lié à une atteinte, en provenance de l'extérieur des réseaux Carrefour Banque, des systèmes informatiques dans un but malveillant.
- **Risque de fraude externe** : Carrefour banque a identifié plusieurs types de fraudes externes pouvant impacter ses activités : l'utilisation frauduleuse de la carte, l'usurpation d'identité, la fraude documentaire. Ce risque impacte la souscription et les transactions frauduleuses sur la carte PASS ;
- **Risque de fraude interne** : Concerne les risques de corruption et de fraude interne (détournement des avoirs de la clientèle ou de la banque, création de fausses opérations, utilisation des documents clients à des fins personnelles, détournements d'espèces ...).
- **Risque de non maîtrise des processus externalisés** : Pour chaque service externalisé, un contrat et un SLA (Service Level Agreement) est formalisé afin d'assurer dans un cadre contractuel les obligations de la société, y compris en matière de continuité de ses services. Les risques inhérents à l'externalisation sont : la sous performance, la défaillance du prestataire, la dépendance, la perte de contrôle de l'activité sous-traitée ou de savoir-faire, contrat mal négocié...

Carrefour Banque est soumis et applique le règlement 575/2013 du Parlement Européen en termes d'obligation réglementaire.

## 7.2. – *Risque de crédit*

Le risque de crédit au sein de CARREFOUR BANQUE est le risque qu'un de ses débiteurs ne remplisse pas ses obligations contractuelles. L'insolvabilité des emprunteurs auxquels la société a consenti des fonds est l'un des principaux risques affectant l'activité. A cet effet, CARREFOUR BANQUE s'est tout particulièrement dotée de dispositifs de contrôle de la qualité et de la solvabilité de ses clients tels que :

- un système d'aide à la décision intégrant des outils de scoring, de budget et de référence passées attestant de la qualité de la contrepartie et procédant également à la vérification des fichiers négatifs ;
- une gestion active des fonctions recouvrement et contentieux ;
- la mise en place de cession en flux
- des outils de suivi permanent du risque de crédit.

Les provisions assurant la couverture du risque de crédit sont constituées conformément aux règles comptables en vigueur.

## Gestion du risque de crédit

### Dispositif de sélection des opérations

Le groupe CARREFOUR BANQUE possède son propre réseau de distribution. Les vendeurs du réseau, qui sont formés et sensibilisés aux problématiques liées à la prévention du surendettement et au risque d'exclusion financière, effectuent l'octroi des crédits sur la base de scores et de systèmes experts.

### L'organisation

Les équipes risque sont rattachées au département DR3C qui correspond à la direction des risques de crédit, de la conformité et de la cyber-sécurité. Cette direction regroupe :

1. le risque de crédit :

En charge de la politique d'acceptation, de la gestion des outils d'aide à la décision en matière d'octroi et gestion des dossiers en termes d'orientation des créances en impayés, des estimations des taux de provisionnement (servant de base au calcul du coût du risque incombant à la direction financière), du contrôle de la qualité des actifs sous-jacents, dans le cadre des opérations de titrisation ;

2. les risques opérationnels et la cartographie des risques :

En charge de la création et du maintien de la cartographie des risques et du processus de suivis et de recensements des risques opérationnels ;

3. le contrôle permanent de niveau 2 :

En charge de la mise en place du plan de contrôle de niveau 2, de son exécution et de l'accompagnement des métiers dans le contrôle de niveau 1 ;

4. la conformité :

En charge de veiller à la sécurité financière, au contrôle des PECL, à la protection des intérêts du client, des règles de déontologie et de la veille réglementaire ;

5. la prévention de la fraude et LCBFT :

En charge d'établir les règles et le suivi des dispositifs de prévention de la fraude et de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Cette organisation participe de la volonté de Carrefour Banque de mieux maîtriser ses risques tout en protégeant les intérêts de la clientèle et en respectant les réglementations en vigueur.

### Dispositif de mesure et de surveillance des risques

Une gouvernance du risque au travers :

- d'un comité exécutif risque de crédit et d'un comité exécutif Conformité & Contrôle Interne : tenus mensuellement tous les deux avec comme participants communs les membres du Comité Exécutif ainsi que les équipes risque ou conformité en charge de ces sujets ; ces instances décisionnelles statuent sur les questions opérationnelles relatives à la maîtrise du risque de crédit pour le premier et partagent une vision globale et transversale de la situation de l'établissement en matière de maîtrise de contrôle interne, de non-conformité et de contrôle permanent pour le second ;
- du comité des risques Carrefour Banque : il se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins deux fois par an. Ce comité spécialisé est composé d'au moins trois administrateurs (dont au moins un administrateur de BNPP PF) nommés par le Conseil d'administration pour la durée de leur mandat d'administrateur. Toutes les informations sur la situation de la Banque en matière de risques sont présentées lors de ce comité ;
- du Conseil d'Administration : tenu au moins trois fois par an et chaque fois que les circonstances l'exigent, présentation à chaque Conseil de l'évolution du risque ainsi que des plans d'actions liés à la maîtrise du risque crédit (mesures préventives et curatives).

La surveillance du risque au travers des indicateurs de suivi des risques :

- suivi mensuel des impayés par produit en montant ;
- suivi mensuel de l'acceptation : taux de dossiers acceptés avec un zoom entre la décision du système expert et la décision du conseiller, par produit, par canal ;
- suivi mensuel du risque générationnel par canal, par produit, par score à l'octroi, en nombre ou en montant à un horizon de 3 et 6 mois ;
- suivi du profil de la demande et de la transformation de la demande (décision système expert et décision vendeur) ;
- suivi mensuel des roll-rates afin de suivre la dynamique de passage en premier impayé et dans les impayés suivants ;
- suivi mensuel de la charge du risque, des dépôts de surendettement, des orientations PRP et des encours compromis, des transmissions au contentieux et des encaissements en fonction du partenaire contentieux ;
- suivi journalier des efficacités recouvrement interne (nombre d'appels émis et reçus, % régularisations ...) par chargé de clientèle, par chef de groupe, par phase mis à disposition des équipes via « la météo du risque » et externe.

### Exigences liées à l'utilisation des systèmes de notations internes pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de crédit

La direction des risques a pris la décision, après accord de l'ACPR de revenir en méthode standard depuis 02/2021.

### **Tests de sensibilité à des scénarios macro-économiques adverses**

Mesure d'impact d'un stress test : Scénario Adverse à 100 %

A travers notre modèle Forward Looking, nous estimons la sensibilité de notre coût de risque à un stress macro-économique Adverse. Nous avons décidé de stresser les Roll Rates en remplaçant le scénario Baseline actuel par le scénario Adverse. Cet exercice a pour but de mesurer les effets en cas de dégradation des taux de roll rates dans le futur. Dans ce modèle,

des analyses de corrélation ont été menées par Carrefour Banque entre i) des variables économiques tels que le PIB, le taux de chômage ou encore le taux d'emploi et ii) les taux de « Roll Rate ». L'impact additionnel au 31/12/2025 est estimé à 12.4 M€ sur le coût du risque.

### Encours sains

La norme IFRS 9 permet de distinguer les encours sains, des encours dit restructurés (reports et des refinancements de crédit total et partiel).

### Encours douteux

Le tableau ci-dessous présente le stock des encours douteux, ainsi que les provisions constituées.

En milliers d'euros.)	2025			2024		
	Encours douteux brutes (actifs dépréciés et engagements provisionnels)	Provisions sur encours douteux	Total des encours douteux nets	Encours douteux brutes (actifs dépréciés et engagements provisionnels)	Provisions sur encours douteux	Total des encours douteux nets
Prêts et créances sur la clientèle	179 047	115 541	63 506	174 927	95 470	79 457
Total des encours douteux	179 047	115 541	63 506	174 927	95 470	79 457

### Echéancier des encours douteux

(En milliers d'euros.) au 31 décembre 2025	Non échu	De JJ (exclu) à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus de 1 an	Total
Prêts et créances sur la clientèle	95 466	20 641	4 665	15 363	42 911	179 046
Dépréciation créances douteuses	104 143	965	0	3 116	7 317	115 541
Encours douteux par échéance	-8 677	19 676	4 665	12 247	35 594	63 505

(En milliers d'euros.) au 31 décembre 2024	Non échu	De JJ (exclu) à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus de 1 an	Total
Prêts et créances sur la clientèle	89 142	24 062	6 068	9 424	46 232	174 927
Dépréciation créances douteuses	45 563	8 403	3 747	6 513	31 245	95 470
Encours douteux par échéance	43 579	15 658	2 321	2 911	14 987	79 457

### 7.3. – Risque de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire

#### Cadre général de la gestion du risque de taux

Le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB) désigne le risque sur le capital et les résultats de la banque qui résulterait d'une évolution défavorable des taux d'intérêt affectant les positions du portefeuille bancaire. L'objectif de Carrefour Banque est d'atténuer au maximum ce risque. Le processus de contrôle du risque spécifique de taux s'inscrit dans le processus global de contrôle interne de Carrefour Banque, et mesure, à l'aide d'indicateurs de sensibilité, les impacts des chocs de taux défavorables (translation ou rotation de la courbe des taux par exemple) sur les résultats futurs. Des limites, fixées par le Conseil d'Administration, sont associées à ces indicateurs calculés mensuellement.

Indicateurs internes : deux indicateurs (l'un calculé sur un horizon temporel de 12 mois et l'autre sur la durée totale du portefeuille) sont suivis pour le risque de taux d'intérêt et calculés sur base d'un scénario unique de choc parallèle à la hausse de 200 bps des taux.

Indicateurs réglementaires : la sensibilité de la valeur économique des fonds propres (EVE) et de la marge nette d'intérêt (NII) aux variations des taux d'intérêt est calculée trimestriellement sur base des scénarios affichés dans les orientations de l'ABE sur l'IRRBB (2018).

La direction trésorerie est chargée de la gestion opérationnelle du risque de taux. Elle emprunte les fonds nécessaires pour assurer la continuité de l'activité (émissions d'obligations et de titres de créances négociables, titrisations, prêts interbancaires, etc.), équilibre les actifs et les passifs, tout en gérant et en minimisant l'exposition au risque de taux d'intérêt du portefeuille par l'utilisation d'instruments de couverture appropriés (swaps de taux d'intérêt et options de type « vanille »).

#### 7.4. – Risque de liquidité

Le risque de liquidité du groupe Carrefour Banque est suivi dans le cadre d'une « politique de liquidité » validée par la Direction Générale s'inscrivant dans la politique générale du Groupe.

La situation de refinancement est appréciée à partir de normes internes, d'indicateurs d'alerte et de ratios réglementaires.

La gestion du risque de liquidité vise les objectifs suivants :

- Une sécurité de refinancement qui s'appuie sur une évaluation mensuelle de la projection des excédents et ou des besoins de trésorerie en comparant la projection des engagements reçus (en version dite statique ou dynamique) à la projection des encours clients en situation dynamique ;
- Une conformité aux ratios de liquidité Bâle III ;
- Une diversification des sources de refinancement obligataire, titrisation, titres de créances négociables, épargne bilancielle ;
- Un back up de liquidité suffisant.

#### Note 8. – Rémunération et avantages consentis au personnel

##### 8.1. – Frais de personnel

Le montant des frais de personnel s'élève à 39.2 millions d'euros sur l'exercice 2025 contre 43.6 millions d'euros sur l'exercice 2024.

Les salaires et traitements fixes et variables, ainsi que l'intéressement et la participation, les impôts, s'élèvent à 30.0 millions d'euros (28.4 millions d'euros en 2024), les indemnités de départ à la retraite, charges de retraite et autres charges sociales à 14.2 millions d'euros (15.2 millions d'euros en 2024), et les taxes et versements assimilés sur les rémunérations sont nulles (3.7 millions d'euros en 2024).

##### 8.2. – Avantages postérieurs a l'emploi

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé à la clôture de chaque exercice selon la méthode des unités de crédits projetées. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires et d'âge de départ en retraite.

Les régimes à prestations définies du Groupe concernent les indemnités de départ à la retraite prévues par les conventions collectives qui sont versées en une seule fois au moment du départ à la retraite. En application de la loi et des conventions collectives en vigueur, le Groupe verse à chaque salarié une indemnité lors de son départ à la retraite, exprimée en nombre de mois de salaire (calculé sur la base du salaire versé au cours des 12 mois précédents le départ en retraite) et fonction de l'ancienneté dans le Groupe.

#### Charge nette de l'exercice

(En milliers d'euros.)	2025	2024
Coûts des services rendus	114	-178
Coûts financiers	272	280
Rendement attendu des actifs de couverture	-	-
Amortissements des écarts actuariels	-	-
Autres éléments	-1	-3
Charges (produits)	385	99

#### Evolution de la provision

(En milliers d'euros.)	Total
Provision au 31 décembre 2024	7 674
Impact au compte de résultat	385
Effet périmètre	-434
Prestations payés directement par l'employeur	-368
Autres	

Provision au 31 décembre 2025	7 257
-------------------------------	-------

### Evaluation de la dette actuarielle

Obligation (En milliers d'euros.)	Total
Defined Benefits Obligations (DBO) au 31 décembre 2024	17 892
Provision	7 257
Juste valeur des actifs de couverture	-
Obligation brute	7 257
Ecart actuariels	9 783
Defined Benefits Obligations (DBO) au 31 décembre 2025	17 040

### Hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour l'évaluation des engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite sont présentées dans le tableau ci-dessous

Caractéristiques	2025	2024
Age de départ à la retraite	63-64 ans	63-64 ans
Evolution des salaires	3.00 %	2.25 %
Taux de charges sociales	61 %	61 %
Taux d'actualisation	3.75 %	3.20 %

### 8.3. – Autres avantages à long terme

Le Groupe permet à ses salariés d'épargner des jours de congés dans un compte épargne-temps (CET). Les provisions CET au titre de l'exercice 2025 s'élèvent à 1 232,9 milliers d'euros (soit 1.2 Me), contre 1 321,8 milliers d'euros (soit 1,3 Me) en 2024.

### 8.4. – Rémunération des dirigeants

La rémunération des principaux dirigeants allouée aux organes d'administration et de direction s'élève à 2.206 million d'euros pour l'exercice 2025, contre 2.092 million d'euros pour l'exercice 2024.

## Note 9. – Engagements de financement et de garantie

### 9.1. – Engagements de financement

Valeur contractuelle des engagements de financement donnés ou reçus par le Groupe :

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financements donnés		
- aux établissements de crédit	807 911	132 500
Ouverture de crédits confirmés	131 411	
Engagements de couverture	676 500	132 500
- à la clientèle	2 057 335	2 068 094
Ouverture de crédits confirmés	2 057 335	2 065 372
Engagements de couverture	-	-
- nantissement		2 722
- sur titres	0	414 000
Total des engagements de financements donnés	2 865 246	2 614 594
Engagements de financements reçus		
- des établissements de crédit	2 711 500	4 194 000
Engagements de couverture	1 711 500	2 619 000
Engagements au titre des refinancements disponibles	1 000 000	1 575 000
Total des engagements de financements reçus	2 711 500	4 194 000

**9.2. – Engagements de garantie donnés et reçus par signature**

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de garantie donnés		
D'ordre des établissements de crédit	-	-
D'ordre de la clientèle	2 639	2 663
- Cautions administratives et fiscales et autres cautions	2 639	2 663
Total des engagements de garantie donnés	2 639	2 663
Engagements de garantie reçus		
Cautions reçues	225 115	300 115
Total des engagements de garantie reçus	225 115	300 115

**9.3. – Autres engagements de garantie**

Au 31 décembre 2025, les autres engagements de garantie donnés s'élèvent à 2.856 millions d'euros, incluant notamment le nantissement d'actifs constitué au profit du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR).

**Note 10. – Informations complémentaires****10.1. – Evolution du capital**

Au cours de l'année 2025, Carrefour Banque n'a procédé à aucune évolution du capital.

**10.2. – Variation de la part du groupe et des actionnaires minoritaires dans le capital et les réserves des filiales**

Le Groupe Carrefour Banque n'a pas d'intérêts minoritaires dans ses comptes consolidés.

**10.3. – Regroupement d'entreprises**

Aucun regroupement d'entreprises n'a été opéré en 2025.

**10.4. – Relations avec les autres parties liées**

Les transactions opérées entre le groupe CARREFOUR BANQUE et les parties qui lui sont liées, les groupes CARREFOUR et BNP Paribas, sont réalisées aux conditions de marché prévalant au moment de la réalisation de ces transactions.

Les tableaux ci-après présentent les encours existants en fin de période ainsi que les éléments de résultat liés aux opérations réalisées avec les autres sociétés des groupes CARREFOUR ET BNP Paribas.

**Encours des opérations réalisées avec les parties liées**

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	BNP PF	CARREFOUR	BNP PF	CARREFOUR
Actif				
Prêts, avances et titres				
Comptes ordinaires	425	-	4 177	-
Prêts	-	143 589	-	312 280
Actifs divers	0	22 942	21	22 294
Total	425	166 531	4 198	334 574
Passif				
Dépôts				
Comptes ordinaires	-	9	-	9
Autres emprunts	-	-	-	-
Passifs divers		17 716	135	19 599
Total	-	17 725	135	19 608
Engagements de financement et de garantie				

Engagements de financement reçus	359 167	300 000	532 500	400 000
Autres engagements de garantie				
Autres engagements de garantie reçus	125 000	-	125 000	-

### Éléments de résultat relatif aux opérations réalisées avec les parties liées

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	BNP PF	CARREFOUR	BNP PF	CARREFOUR
Intérêts et produits assimilés	64	5 555	73	5 341
Intérêts et charges assimilées	-2 311	-1 709	-813	-18 624
Commissions (produits)	372	-	1 364	-
Commissions (charges)	-3 822	-16 832	-3 360	-
Total	-5 696	-12 986	-2 736	-13 283

### 10.5. – Echéancier par maturité

Le tableau qui suit présente les soldes au bilan des actifs et passifs financiers par date d'échéance contractuelle. L'échéance des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat et des actifs disponibles à la vente est réputée « non déterminée » dans la mesure où ces instruments financiers sont susceptibles d'être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle. Les instruments dérivés sont également réputés à échéance « non déterminée » incluant le CVA et le DVA.

(En milliers d'euros.) au 31 décembre 2025	Non déterminé	JJ et à vue	De JJ (exclu) à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Caisse, Banques centrales et CCP	-	435 285	-	-	-	-	435 285
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3 248	-	-	-	-	-	3 248
Instruments financiers dérivés de couverture	-149	-	-	-	-	-	-149
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	21 540	-	-	-	-	-	21 540
Prêts et créances sur établissements de crédit au coût amorti	-	296 124	143 000	-	-	-	439 124
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	-	210 734	106 581	227 976	641 082	20 739	1 207 112
Titres au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers par échéance	24 639	942 143	249 581	227 976	641 082	20 739	2 106 159
Banques centrales et CCP	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3 245	-	-	-	-	-	3 245
Instruments financiers dérivés de couverture	-844	-	-	-	-	-	-844
Dettes envers les établissements de crédit	-	41 800	-	-	-	-	41 800
Dettes envers la clientèle	-	24 409	600 950	58	-	-	625 417
Dettes représentées par un titre	-	10 243	20 000	232 000	836 250	-	1 098 493
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers par échéance	2 402	76 452	620 950	232 058	836 250	-	1 768 112

### 10.6. – Valeur de marché des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Les éléments d'information mentionnés dans cette note doivent être utilisés et interprétés avec la plus grande précaution pour les raisons suivantes :

- ces valeurs de marché représentent une estimation de la valeur instantanée des instruments concernés au 31 décembre 2025. Elles sont appelées à fluctuer d'un jour à l'autre du fait des variations de plusieurs paramètres, dont les taux d'intérêt et la qualité des crédits des contreparties. En particulier, elles peuvent être significativement différentes des montants effectivement reçus ou payés à l'échéance des instruments. Dans la plupart des cas, cette valeur de marché réévaluée n'est pas destinée à être immédiatement réalisée, et ne pourrait en pratique pas l'être. Elle ne représente donc pas la valeur effective des instruments dans une perspective de continuité de l'activité du groupe CARREFOUR BANQUE ;
- la plupart de ces valeurs de marché instantanées ne sont pas pertinentes, donc ne sont pas prises en compte, pour les besoins de la gestion des activités du groupe CARREFOUR BANQUE qui utilisent les instruments financiers correspondants.

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2025	
	Valeur au bilan	Juste valeur estimée	Valeur au bilan	Juste valeur estimée
Actifs financiers				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	439 124	439 115	353 905	353 879
Prêts et créances sur la clientèle	1 207 112	1 206 628	1 352 151	1 351 602
Passifs financiers				
Dettes envers les établissements de crédit	41 800	41 800	388 645	388 563
Dettes envers la clientèle	625 417	625 380	405 368	405 336
Dettes représentées par un titre	1 098 493	1 097 920	1 859 714	1 859 040

La valeur de marché d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normales.

Les valeurs de marché des actifs et passifs mentionné dans le tableau ci-dessus ont été déterminé selon la méthode des flux de trésorerie disponibles.

#### 10.7. – Information sur les intérêts détenus dans d'autres entités

Carrefour Banque détient une participation minoritaire de 6,797 % dans l'entité Servicios Financieros Carrefour.

#### 10.8. – Implantations à l'étranger

Carrefour Banque ne détient pas de filiale et de succursale à l'étranger au 31 décembre 2025.

#### 10.9. – Honoraires d'audit

(En milliers d'euros.) (TTC)	DELOITTE	FORVIS MAZARS
Services de certification des comptes	196	154
Certification des informations en matière de durabilité	46	46
Missions et prestations autres que la certification des comptes et des informations en matière de durabilité	12	11
Total honoraires audit	240	211

#### 10.10. – Evénements postérieurs à la clôture

Aucun.

### VII. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la société Carrefour Banque,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Carrefour Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit



Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### **Évaluation des dépréciations des crédits à la clientèle**

#### **Risque identifié et principaux jugements**

Le groupe Carrefour Banque est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultent de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers et le groupe comptabilise des dépréciations pour tenir compte des risques de crédit inhérents à ses activités.

Les dépréciations sont déterminées à partir des calculs de pertes attendues conformément à la norme IFRS 9 :

- pour les encours classés en catégorie 1 : en l'absence d'augmentation significative du risque de crédit à compter de la date de comptabilisation initiale, calcul des pertes attendues à 1 an ;
- pour les encours classés en catégorie 2 (dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale) et en catégorie 3 (risque de crédit avéré) : calcul des pertes attendues à maturité.

L'estimation des pertes de crédit attendues et avérées requiert l'exercice de jugement, notamment pour :

- estimer le montant des pertes attendues en fonction des différentes catégories ;
- apprécier la dégradation significative du risque de crédit pour classer les encours dans les différentes catégories.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation de la dépréciation des crédits constituaient un point clé de l'audit, du fait de l'importance des jugements et estimations dans le processus de détermination des pertes attendues, en particulier dans un contexte d'incertitudes persistantes marquées par des tensions géopolitiques et économiques.

Le stock de dépréciation à l'actif sur les encours de crédits s'élève à 190,9 millions d'euros au 31 décembre 2025. Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à 100,2 millions d'euros.

Se référer aux notes 1 et 4.1 (volet 2) des principes comptables ainsi que les notes 5.6 – Prêts, créances et dettes sur la clientèle et 6.5 – Coût du risque de l'annexe aux comptes consolidés du groupe

### **Notre approche d'audit**

Nous avons réalisé les travaux suivants :

- Revue du dispositif de contrôle interne entourant le processus d'octroi de financement ;
- Avec l'appui de nos experts en risque de crédit :
  - Revue méthodologique du modèle de provisionnement, y compris recalibrage des paramètres ;
  - Examen de la politique et du résultat des backtestings ;
  - Contre-calcul, sur l'exhaustivité des crédits à la clientèle, des dépréciations pour risque de crédit à partir d'un « challenger model ».
- Avec l'appui de nos experts informatiques, revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces, des contrôles applicatifs de déclassement automatique des encours douteux et fiabilisation de l'état des dépréciations ;
- Rapprochement comptabilité-gestion des encours et des dépréciations associées ;
- Rationalisation des évolutions du coût du risque ;
- Recalcul exhaustif des intérêts avec l'appui de nos équipes DATA ;

— Revue de l'information financière publiée dans l'annexe aux comptes consolidés.

#### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

#### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Carrefour Banque par l'Assemblée générale du 25 mai 2004 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 5 mai 2021 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 22<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 5<sup>ème</sup> année.

#### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

#### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

#### **Les Commissaires aux comptes**

Forvis Mazars S.A.  
Levallois-Perret, le 11 mai 2026  
Alexandra KRITCHMAR  
Associée

Deloitte & Associés  
Paris-la-Défense, le 11 mai 2026  
Anne-Elisabeth PANNIER  
Associée

### **VIII. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion du conseil d'administration approuvé par l'assemblée générale ordinaire annuelle du 29 mai 2026 est à la disposition du public par courrier adressé au siège social de la société CARREFOUR BANQUE : ZAE Saint Guénault, 1 Rue Jean Mermoz - 91000 EVRY-COURCOURONNES.